BtB Bureau de la traduction | Translation Bureau

VOLUME 7 1

MARS/MARCH 2010

L'Actualité langagière | Language Update

- Des honneurs bien mérités / A well-deserved honour
- L'*opportunité* fait-elle le larron?
- Comashes and interro-*what's*?: Digressions in punctuation
- Nouvelle orthographe : un sujet bien d'actualité
- Réformer sans défigurer
- *Responsable*, mais de quoi?
- Terminología de enfermedades respiratorias
- Gentilés et genre grammatical : des dictionnaires toujours aussi imprécis
- Grandeurs et misères de la traduction collaborative en ligne / The ups and downs of online collaborative translation
- Le point sur la nouvelle orthographe
- Communication claire et efficace : faciliter la lecture / Clear and effective communication: Make your readers' task easier

L'Actualité langagière est aussi en ligne! Rendez-vous à btb.gc.ca/lactualitelangagiere
Language Update is also available online! Visit btb.gc.ca/languageupdate

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada | Public Works and Government Services Canada

Canada

Nos collaborateurs
Our Contributors

Directeur/Director
Gabriel Huard, trad. a.

Rédactrice en chef/Editor-in-Chief
Denise Cyr, trad. a.

*Rédacteur en chef adjoint/
Assistant Editor-in-Chief*
Jacques Desrosiers

*Comité de lecture/
Review Committee*
Cathryn Arnold
Jean-Sylvain Dubé
Shirley Hockin
Normand Lemieux
Frèdelin Leroux fils
Emmanuelle Samson
Rafael Solís

*Conception graphique/
Graphic Design*
kaboom.ca

L'Actualité langagière est
publiée quatre fois l'an par le
Bureau de la traduction,
Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada.
btb.gc.ca
Language Update is published
four times a year by the Translation
Bureau, Public Works and Government
Services Canada.
btb.gc.ca

ISSN 1712-0063

Avocate civiliste, ***Iliana Auverana*** travaille depuis neuf ans à la Normalisation terminologique du Bureau de la traduction. Membre du Comité de normalisation du PAJLO (Promotion de l'accès à la justice dans les deux langues officielles), elle a collaboré à une dizaine de lexiques. / Civil lawyer ***Iliana Auverana*** has worked at the Translation Bureau's Terminology Standardization Directorate for nine years. A member of the PAJLO (Promoting Access to Justice in Both Official Languages) Standardization Committee, Ms. Auverana has helped prepare some 10 glossaries.

Jacques Desrosiers, rédacteur en chef adjoint de *L'Actualité langagière*, est évaluateur au Bureau de la traduction, où il prépare des examens et évalue des textes de tout genre. Il a coordonné la dernière édition du *Guide du rédacteur*. / ***Jacques Desrosiers***, assistant editor-in-chief of *Language Update*, is an evaluator with the Translation Bureau, where he prepares exams and evaluates a large variety of texts. He was principal coordinator of the latest edition of the *Guide du rédacteur*.

Brehima Doumbia, docteur en philologie, enseigne la linguistique générale et africaine à l'Université de Bamako, au Mali. Il est spécialisé en éducation et en aménagement linguistique et terminologique. Il est membre de l'équipe nationale de terminologie du Mali pour le projet *Coopération technolinguistique – Afrique*. / ***Brehima Doumbia*** has a Ph.D. in philology. He teaches general and African linguistics at the Université de Bamako in Mali. His fields of specialization are education and terminology and language planning. Mr. Doumbia is a member of Mali's national terminology team for the *Coopération technolinguistique – Afrique* project.

Docteur en linguistique de l'Université Paris V, ***Georges Farid*** enseigne à l'Université du Québec en Outaouais depuis 1979. Il a présenté de nombreuses communications sur divers aspects de la langue française aussi bien au Canada qu'à l'étranger, et publié plusieurs livres et articles sur la grammaire française. / ***Georges Farid*** obtained his Ph.D. in linguistics from Université Paris V and has been teaching at the Université du Québec en Outaouais since 1979. He has given numerous presentations on various aspects of the French language, both in Canada and abroad, and published various articles and books on French grammar.

André Guyon a étudié en traduction et en informatique avant d'entrer au Bureau de la traduction, où il contribue à titre d'expert-conseil en technologies langagières à la conception de logiciels pratiques pour le Bureau. / ***André Guyon*** studied translation and computer science before coming to the Translation Bureau, where he acts as a language technologies consultant and helps develop valuable software for the Bureau.

Frèdelin Leroux fils, collaborateur assidu, est un ancien traducteur de la Direction de la traduction parlementaire et de l'interprétation du Bureau de la traduction. Il est aujourd'hui à la retraite. / One of our regular contributors, ***Frèdelin Leroux fils*** is a former translator with the Translation Bureau's Interpretation and Parliamentary Translation Directorate. He is now retired.

Johanne Marquis est gestionnaire de projets à la Direction de la normalisation terminologique du Bureau de la traduction. / ***Johanne Marquis*** is a project manager with the Translation Bureau's Terminology Standardization Directorate.

Barbara McClintock, C. Tr., M.A., worked in the private sector as a senior translator and reviser from French to English for more than 15 years. She began contributing to *Language Update* shortly after joining the Translation Bureau's Montréal Regional Unit. / ***Barbara McClintock***, trad. a., M.A., a été traductrice principale et réviseure du français à l'anglais pendant plus de 15 ans dans le secteur privé. Elle collabore à *L'Actualité langagière* depuis qu'elle est entrée au Service régional de Montréal du Bureau de la traduction.

Irma Nunan, a terminologist with the Translation Bureau's Terminology Standardization Directorate, is responsible for updating the Spanish component of TERMIUM®. / Terminologue à la Direction de la normalisation terminologique du Bureau de la traduction, ***Irma Nunan*** est responsable de l'enrichissement du contenu espagnol de TERMIUM®.

Frances Peck is a Vancouver-based writer and editor. She has taught grammar, writing and editing for over two decades for the University of Ottawa, Douglas College, Simon Fraser University and countless government and private sector organizations. / ***Frances Peck*** travaille à Vancouver. Elle enseigne la grammaire, la rédaction et la révision depuis plus de vingt ans. Elle a donné des cours dans plusieurs universités et dans de nombreux organismes du gouvernement et du secteur privé.

André Racicot est formateur, diplômé en science politique et polyglotte. Il anime la populaire série d'ateliers *Traduire le monde* au Bureau de la traduction. / A trainer and political science graduate who speaks several languages, ***André Racicot*** gives the workshops in the popular Translation Bureau series *Traduire le monde*.

Emmanuelle Samson, langagière-analyste spécialisée en communication claire et efficace, fait partie de l'équipe des Services linguistiques français du Bureau de la traduction. / ***Emmanuelle Samson*** is a language analyst specializing in clear and effective communication on the French Linguistic Services team of the Translation Bureau.

André Senécal, trad. a., réd. a., longtemps traducteur expert au Bureau de la traduction, a pris sa retraite tout récemment. Il consacre une partie de son temps à donner des ateliers de formation aux traducteurs professionnels. / ***André Senécal***, C. Tr., C. Wr., is a former expert translator at the Translation Bureau and is now retired. He spends some of his time giving training workshops to professional translators.

Fanny Vittecoq, langagière-analyste aux Services linguistiques français du Bureau de la traduction, fait partie de l'équipe de rédaction des *Clés du français pratique* de TERMIUM Plus®, des *Recommandations et rappels linguistiques* et du *Portail linguistique du Canada*. / ***Fanny Vittecoq***, a language analyst with the Translation Bureau's French Linguistic Services, is a member of the writing team responsible for the *Clés du français pratique* in TERMIUM Plus®, the *Recommandations et rappels linguistiques* and the *Portail linguistique du Canada*.

ABONNEMENT (S52-4/7-1)

[illegible]

Au numéro [illegible]

Règlement : par chèque ou mandat à l'ordre du receveur général du Canada, adressé aux Éditions et Services de dépôt, Ottawa (Ontario) K1A 0S5

SUBSCRIPTION RATES (S52-4/7-1)

[illegible]

Per issue [illegible]

Payment: by cheque or money order, made to the order of the Receiver General for Canada and addressed to Publishing & Depository Services, Ottawa, Ontario K1A 0S5

Mot de la rédaction
A Word from the Editor-in-Chief

Denise Cyr, trad. a.

Translation: Dennis Maloney, C. Tr.

L'orthographe recommandée, vous connaissez? En 1990, le Conseil supérieur de la langue française de France proposait des aménagements orthographiques destinés à simplifier notre belle langue. Où en sommes-nous, vingt ans plus tard? Sans se concerter, quelques-uns de nos collaborateurs ont choisi de traiter des rectifications orthographiques dans ce numéro.

Le monde de la terminologie est en effervescence! Une jurilinguiste nous renseigne sur les travaux de l'Institut d'été de jurilinguistique; le Comité technique 37 de l'ISO, qui s'occupe de terminologie et d'autres ressources langagières, accueille à sa présidence une Canadienne dynamique; la terminologie se développe dans cinq langues africaines transfrontalières et une terminologue hispanophone nous propose un lexique trilingue sur les maladies respiratoires.

Pour rédiger de façon claire et efficace, découvrez les stratégies cognitives liées au processus de lecture. Rafraîchissez vos connaissances sur l'emploi des mots *opportunité* et *responsable*. Allez à la découverte de néologismes anglais fort intéressants et de deux signes de ponctuation pour le moins bizarres.

Si la traduction collaborative en ligne vous intéresse, vous aurez un aperçu des points forts et des points faibles de cette nouvelle façon de travailler. Et si vous cherchez des gentilés ou le genre grammatical des noms de pays, peut-être ne trouverez-vous pas facilement votre réponse dans les dictionnaires… Mais ça, c'est *une autre paire de manches*!

Are you familiar with the French spelling reform recommendations that the France's Conseil supérieur de la langue française proposed in 1990 to simplify the French language? To what extent have they been implemented 20 years later? A few of our contributors offer their diverse thoughts about the spelling changes.

The terminology world is abuzz with activity. A jurilinguist tells us about the activities of the Summer Institute of Jurilinguistics, and an energetic Canadian is appointed Chair of ISO Technical Committee 37, which deals with terminology and other language resources. Terminology in five cross-border African languages is being developed, and a Hispanophone terminologist has compiled a trilingual glossary on respiratory diseases.

If you would like to write clearly and effectively, discover the cognitive strategies associated with the reading process. Refresh your knowledge of how the French words *opportunité* and *responsable* are used. Learn about some interesting English neologisms and two bizarre—to say the least—punctuation marks.

If online collaborative translation is a topic that interests you, there is an overview of the pros and cons of this new work method. And if you are looking for the names of inhabitants of towns, villages, cities, etc. or trying to determine the gender of country names in French, it may not be easy to find the answers in dictionaries. But that is *une autre paire de manches*, as the French expression goes!

Sommaire Summary

Défis de l'industrie langagière / Challenges for the language industry
Francine Kennedy, page 5

Autant le profil démographique du Canada que la coopération internationale feront augmenter la demande de services linguistiques dans les années à venir. / Canada's changing demographic profile and international co-operation activities are two factors that will fuel the demand for linguistic services in the coming years.

Des honneurs bien mérités / A well-deserved honour
Johanne Marquis, page 7

La présidence du Comité technique 37 de l'ISO vient d'être confiée à une Canadienne, lauréate d'un prix du Bureau de la traduction. / The task of chairing ISO Technical Committee 37 has just been assigned to a Canadian and Translation Bureau award recipient.

Mots de tête : L'*opportunité* fait-elle le larron?
Frédelin Leroux fils, page 8

Opportunité au sens d'« occasion favorable » fait l'objet de nombreuses mises en garde dans les ouvrages courants, – et de non moins nombreux exemples d'emplois convaincants dans l'usage. / Many cautionary warnings have been issued in current reference works in regard to the French word *opportunité* designating *occasion favorable*. There are also just as many persuasive examples of this particular meaning of the word in everyday usage.

Comashes and interro-*what's*?: Digressions in punctuation
Frances Peck, page 10

Two marginal punctuation marks: one had its glory days in Victorian times, while the other is purely a product of the 1960s. The fate of the first one is sealed. / Voilà deux signes de ponctuation marginaux : l'un qui a connu ses heures de gloire à l'époque victorienne, l'autre qui est un pur produit des années soixante. Le sort du premier est scellé.

Nouvelle orthographe : un sujet bien d'actualité
Georges Farid, page 12

Elle fait couler beaucoup d'encre. Partisans et adversaires s'affrontent. Aux deux camps l'auteur rappelle que la réforme vise d'abord et avant tout à supprimer des incohérences. / The reform of French spelling has been endlessly debated, with those in favour lining up against those against. The author reminds both sides that the primary objective of the reform is to eliminate inconsistencies.

***Lexique panafricain de la femme et du développement* : un partenariat porteur en développement terminologique / *Pan-African Glossary on Women and Development*: A promising terminology development partnership**
Bréhima Doumbia, page 16

Fruit du projet *Coopération technolinguistique – Afrique*, ce lexique est publié en sept langues. Entreprise qui a nécessité inventivité et adaptation. / Made possible through the *Coopération technolinguistique – Afrique* project, this glossary was published
in seven languages. The main challenges were the ability to be inventive and to continually adapt.

Réformer sans défigurer
André Senécal, page 21

L'auteur fait la recension du récent ouvrage de François de Closets sur l'orthographe, qu'il a lu avec enthousiasme et auquel il reproche seulement de pousser parfois la logique un peu loin. / The author critiques the recent book on spelling by François de Closets. Filled with enthusiasm when he read it, his only reproach is that the author sometimes took his logic to an extreme.

La petite histoire d'une expression : *C'est une autre paire de manches*
Fanny Vittecoq, page 22

Vieille expression, à l'origine obscure, mais au sens très clair! / This old expression has obscure origins, but its meaning is very clear!

L'Institut d'été de jurilinguistique prend de l'ampleur / The Summer Institute of Jurilinguistics is expanding
Iliana Auverana, page 23

Ce forum annuel permet à des chercheurs, fonctionnaires, avocats, notaires, professeurs, étudiants et traducteurs de perfectionner leurs connaissances en jurilinguistique. / This annual forum is an opportunity for researchers, public servants, lawyers, notaries, professors, students and translators to expand their knowledge of jurilinguistics.

***Responsable*, mais de quoi?**
Jacques Desrosiers, page 25

On affirme que *responsabilité* et *responsable* ne sauraient cohabiter avec l'infinitif. Mais le fondement de cet interdit est fort discutable. / They say that *responsabilité* and *responsable* cannot cohabit with the infinitive. But the grounds for this prohibition are highly debatable.

El Rincón Español: Terminología de enfermedades respiratorias
Irma Nunan, página 28

Con la aparición de nuevas enfermedades respiratorias, tales como la gripe porcina A (H1N1), cada vez es más necesario mantenerse informado sobre la terminología pertinente al campo de la epidemiología.

Traduire le monde : Gentilés et genre grammatical : des dictionnaires toujours aussi imprécis
André Racicot, page 31

Les médias ont beau créer d'ingénieux gentilés pour les pays qui n'en ont pas, les dictionnaires ne suivent pas, et nous laissent encore deviner le genre grammatical du nom de certains pays. / The media have tried hard to create ingenious names in French for the inhabitants of countries that do not have such names. The dictionaries are not keeping track and are leaving it up to us to guess the grammatical gender of the names of some countries.

Carnet techno : Grandeurs et misères de la traduction collaborative en ligne / Tech Files: The ups and downs of online collaborative translation
André Guyon, page 33

Certains projets de traduction d'envergure mondiale sont réalisés grâce au travail collaboratif, lequel malgré ses revers bénéficie aujourd'hui d'une gamme de plates-formes et d'outils, parfois gratuits. / Collaborative work has made it possible to carry out a number of international translation projects. Nowadays, despite their setbacks, collaborative projects benefit from a variety of platforms and tools, some of them free.

Words Matter: From *catchphrases* to *unfriend*
Barbara McClintock, page 37

About neologisms and the art of coining catchy phrases. / Où il est question de l'art de créer des *phrases accrocheuses* et de quelques néologismes.

Le point sur la nouvelle orthographe
Fanny Vittecoq, page 38

Présentation de la position officielle du Bureau de la traduction sur la nouvelle orthographe, et quelques mythes autour de cette réforme. / The Translation Bureau's official position on the new French spelling, as well as a few myths about the spelling reform.

Communication claire et efficace : faciliter la lecture / Clear and effective communication: Make your readers' task easier
Emmanuelle Samson, page 40

Conseils pratiques pour aider le lecteur à survoler votre texte, en saisir la logique, décoder le contenu et le comparer avec ce qu'il sait déjà. / Practical advice to help readers skim over your written material, understand its logic, decode the meaning and compare it with what they already know.

Le mot de la PDG
A Word from the CEO

Francine Kennedy

Traduction : Joanie Ashby

Défis de l'industrie langagière

Le rôle de tous ceux d'entre nous qui participent activement à la promotion de la diversité linguistique au Canada se résume à un concept plus complexe qu'il n'y paraît : nous tissons des liens entre les langues et les cultures afin de permettre la transmission de renseignements, de connaissances et de valeurs. En tissant ces liens, nous favorisons la communication et renforçons les sentiments d'appartenance et de solidarité de tous les Canadiens et Canadiennes, et ce, peu importe leur langue. Il s'agit d'un rôle d'une importance cruciale pour le Canada, tant au pays que dans le monde. Toutefois, tenir ce rôle est loin d'être une mince affaire. En effet, dans les prochaines années, nous devrons nous ajuster à d'importants changements se produisant tout autour de nous.

Tout d'abord, il nous faut composer avec l'évolution du profil démographique du Canada. La population canadienne est plus diversifiée que jamais. Selon le Recensement de 2006, on dénombre maintenant plus de 200 langues maternelles non officielles au Canada. De plus, la population autochtone croît six fois plus vite que le reste de la population canadienne, et on compte une soixantaine de langues autochtones. Bon nombre de langues ne sont parlées que par une centaine de personnes. En raison de ce profil démographique, l'industrie langagière doit répondre à un besoin grandissant d'expertise en traduction en langues autochtones et étrangères.

Par ailleurs, à l'ère de la mondialisation et de l'interconnectivité accrue à l'échelle planétaire, la communication et la coopération internationales sont plus importantes que jamais. De nouveaux axes économiques amènent les entreprises canadiennes à faire des affaires partout dans le monde. En outre, grâce à Internet, il est possible de communiquer de plus en plus rapidement, et ce, 24 heures par jour et 365 jours par année. En d'autres mots, dans un monde où la vitesse des communications augmente constamment, tisser un réseau de liens entre les différentes communautés linguistiques du Canada et entre le Canada et les autres pays est plus primordial que jamais, mais aussi plus complexe que jamais.

Challenges for the language industry

For those of us actively involved in promoting linguistic diversity in Canada, a deceptively simple concept underlies what we do: we build bridges between languages and cultures to transmit information, knowledge and values. In doing so, we are opening lines of communication and helping Canadians feel a sense of belonging and solidarity, regardless of the language they speak. Building bridges between languages and cultures is vitally important both within Canada and in promoting Canada in the world. However, we face many challenges in carrying out this role. In the coming years, we must adjust to significant changes taking place around us.

To start with, there is Canada's changing demographic profile. Canada's population today is more diverse than ever before. According to the 2006 Census, Canadians now speak more than 200 non-official first languages. In addition, our Aboriginal population is growing six times faster than the rest of the population, and there are some 60 Aboriginal languages. Numerous languages are spoken by only 100 people or so. For the language industry, this implies a growing need for translation expertise in foreign and Aboriginal languages.

Meanwhile, in this era of globalization and greater global interconnectivity, communication and co-operation between countries are more important than ever before. Canadian companies are doing business in the world's emerging hubs of economic activity. We also know that the speed of communication, driven by the Internet, is continually accelerating and that communication is possible 24 hours a day, 365 days a year. In other words, it is vitally important to build a network of bridges between linguistic communities within Canada and between Canada and other countries. The task of building those bridges is also more complex today, and the communication must be faster than it has ever been.

Par conséquent, la demande de services linguistiques augmente continuellement, à un point tel que l'industrie langagière peine pour la satisfaire. En raison de la fragmentation de l'industrie langagière, qui est composée principalement de petites entreprises dont 83 % sont détenues et exploitées par des pigistes, on accorde peu d'importance à la préparation des langagiers de demain, et ce, au moment où les langagiers actuels atteignent l'âge de la retraite. L'industrie est donc aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et un écart grandissant entre l'offre et la demande de services linguistiques, tant en langues officielles qu'en langues étrangères et autochtones. Nous nous efforçons de remédier à cette pénurie, notamment en mettant en œuvre le Programme de renforcement du secteur langagier au Canada, qui a été lancé par le Bureau de la traduction l'été dernier dans le cadre de la *Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne* du gouvernement.

On ne peut pas parler d'Internet sans traiter de l'incidence des nouvelles technologies sur l'industrie langagière, qui sont une source de paradoxe. En effet, les nouvelles technologies sont à la fois un de nos défis – elles ont entraîné l'augmentation du nombre de documents à traduire, d'outils et d'applications et l'instantanéité des communications – et une partie de la solution. Les technologies nous permettent d'accomplir certains types de travail plus rapidement. Par exemple, le Bureau est le plus grand utilisateur d'outils électroniques d'aide à la traduction. De plus, il a conçu divers outils, tels que *TERMIUM Plus®* et le Portail linguistique du Canada. Aujourd'hui, notre attention se porte sur les médias sociaux, comme les wikis et les blogues. En raison de leur nature propre, on se demande comment garantir l'égalité de statut et de qualité des langues qui y sont utilisées. Par ailleurs, le Bureau étudie la possibilité d'utiliser les wikis dans des domaines prometteurs, tels que l'élaboration de la terminologie. Nous continuerons donc de recourir aux nouvelles technologies et de composer avec leurs bons et leurs moins bons côtés, et ce, tout en nous rappelant que, même si elles sont utiles, les technologies ne remplacent pas l'humain.

L'industrie langagière évolue parallèlement aux changements qui se produisent dans la société, ce qui, au bout du compte, n'est pas surprenant. Car après tout, les liens que nous tissons entre les langues et les cultures sont en fait des liens entre les gens et les collectivités. Et il incombe à l'industrie langagière d'évoluer au même rythme que les besoins de ces derniers. ■

Consequently, the demand for linguistic services is continually growing, while the language industry is struggling to meet that demand. Because it is a relatively fragmented industry, made up mostly of small businesses, 83% of which are owned and operated by freelance language professionals, there is little planning being done to groom the next generation of language industry professionals. And this is happening at a time when many language professionals are reaching retirement age and leaving the profession. The result is a shortage of qualified workers and a widening gap between supply and demand for linguistic services—whether in the official languages or in other languages. We are working hard to find a solution to this shortage, including implementing the Language Sector Enhancement Program, which the Translation Bureau launched last summer as part of the government's *Roadmap for Linguistic Duality*.

Earlier I mentioned the Internet, which leads me to the impact of new technologies on the language industry. There is a sort of paradox here. While new technology is one of the challenges we face because it increases the number of documents to be translated, expands the range of applications and tools we use, and makes communication instantaneous, it is also part of the solution. Technology has given us tools to process certain types of work more quickly. For example, the Bureau is the biggest user of translation-support software. Moreover it has developed tools such as *TERMIUM Plus®* and the Language Portal of Canada. Nowadays, we are turning our attention to social media, such as wikis and blogs, which, by their very nature, raise questions about how to ensure that the languages used in them have equal status and that the information produced in those languages is of equal quality. However, the Bureau is also exploring the use of wikis in areas that show promise, such as terminology development. So keeping in mind the caveat that technology has its place but cannot replace the human mind, we will continue to embrace the potential of technology and the challenges it offers.

Our industry is changing in parallel with the changes taking place in society, and in the end, this is not surprising. After all, the bridges that we build between languages and cultures are really bridges between people and communities, and as their needs change, we must tackle the challenge of keeping pace with them. ■

L'industrie en marche | Industry Insights

Johanne Marquis

Translation: Dennis Maloney, C. Tr.

Des honneurs bien mérités

Le 30 septembre dernier, à l'occasion de la Journée mondiale de la traduction, la présidente-directrice générale du Bureau de la traduction, Mme Francine Kennedy, a remis à Mme Kara Warburton le **Prix hommage 2009** du Bureau de la traduction. Ce prix souligne la contribution d'un représentant de l'industrie à l'avancement de la profession langagière non seulement au Canada, mais aussi à l'étranger. Au fil des ans, Mme Warburton s'est distinguée dans diverses fonctions : terminologue chez IBM, membre du conseil d'administration de MultiCorpora et participante active dans plusieurs organismes internationaux, notamment à titre de présidente du *Terminology Special Interest Group* de la LISA (Localization Industry Standards Association). Elle a aussi fourni un apport considérable à divers programmes d'enseignement en traduction et en gestion terminologique.

Dans l'ordre habituel : Changqing Zhou (Chine), secrétaire du TC 37, Håvard Hjulstad (Norvège), président sortant, Kara Warburton (Canada), nouvelle présidente du TC 37, et Christian Galinski (Autriche), qui assure le secrétariat conjointement avec M. Zhou / From left to right: Changqing Zhou (China), TC 37 Secretary, Håvard Hjulstad (Norway), outgoing Chair, Kara Warburton (Canada), new Chair of TC 37, and Christian Galinski (Austria), who is the twinned Secretary with Mr. Zhou.

Depuis le 1er janvier, Mme Warburton est présidente du Comité technique 37 (TC 37 – *Terminologie et autres ressources langagières et ressources de contenu*) de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Le Bureau de la traduction, qui participe activement aux dossiers de ce comité, tient à la féliciter pour cette nomination. Mme Warburton assurera la présidence du Comité pendant six ans. Les travaux du TC 37 portent sur la normalisation des principes, des méthodes et des applications relatives à la terminologie et aux autres ressources langagières et ressources de contenu, dans les contextes de la communication multilingue et de la diversité culturelle.

Pays membre de l'ISO, le Canada peut s'enorgueillir d'avoir été choisi pour assurer la présidence du TC 37, rôle qu'assumait la Norvège depuis douze ans. Cet honneur atteste le solide leadership qu'exerce le Canada en matière de normalisation terminologique.

Grâce à sa vaste expérience, à son grand sens de l'organisation, à son dynamisme et à sa passion légendaire, nul doute que Mme Warburton saura relever ce nouveau défi avec brio.

Toutes nos félicitations! ■

A well-deserved honour

On September 30, 2009, on the occasion of International Translation Day, Translation Bureau Chief Executive Officer Francine Kennedy presented Kara Warburton with the Translation Bureau **Tribute Award for 2009**. This award recognizes the contribution of a language industry representative to the advancement of the language profession not only in Canada, but also internationally. Over the years, Ms. Warburton has distinguished herself in many capacities: as a terminologist for IBM, as a member of the board of directors of MultiCorpora and as an active participant in various international organizations, particularly as President of the Terminology Special Interest Group of LISA (Localization Industry Standards Association). She has also made a significant contribution to various programs to teach translation and terminology management.

On January 1, 2010, Ms. Warburton became Chair of Technical Committee 37 (TC 37 – Terminology and other language and content resources) of the International Organization for Standardization (ISO). The Translation Bureau, which actively participates in this Committee's activities, would like to congratulate her on this appointment. Ms. Warburton will chair the Committee for six years. TC 37's work has to do with the standardization of principles, methods and applications relating to terminology and other language and content resources in the contexts of multilingual communication and cultural diversity.

Canada, an ISO member country, can pride itself on having been chosen to chair TC 37, which Norway has chaired for the past 12 years. This honour attests to Canada's solid leadership in the field of terminology standardization.

With her vast experience, considerable organizational skills and signature dynamism and enthusiasm, there is no doubt that Ms. Warburton will be up to this new challenge and do a brilliant job as Committee Chair.

Congratulations, Kara! ■

Mots de tête

Frédelin Leroux fils

Volume 7/1 • Mars/March 2010

L'*opportunité* fait-elle le larron?

Jean n'était pas homme à laisser passer une bonne opportunité.
(*La vie de Jean Jaurès*[1], 1954)

Il est étonnant que deux grands pourfendeurs d'anglicismes comme Arthur Buies (*Anglicismes et canadianismes*, 1888) et Jules-Paul Tardivel (*L'anglicisme, voilà l'ennemi*, 1880) ne se soient pas attaqués à *opportunité*. Peut-être parce que nous n'étions pas encore très nombreux à lui donner le sens « anglais ». De fait, on n'en trouve qu'un exemple de cette époque dans le *Trésor de la langue française au Québec* en ligne : « Avant même d'avoir eu l'opportunité d'échanger une parole, ils entendirent un hurlement de douleur » (Wenceslas-Eugène Dick, *Un drame au Labrador*, 1897).

C'est seulement en 1919 que l'abbé Blanchard[2] signalera qu'*opportunité* n'a pas le sens d'« occasion favorable » : « *Je prends l'opportunité* : je saisis l'occasion. » Il n'en est d'ailleurs pas question dans la première édition de son ouvrage parue en 1914. Il faudra ensuite attendre trois lustres pour que Léon Lorrain[3] nous rappelle que c'est un « étranger dans la cité ». Et il s'écoulera encore dix ans avant que Jean-Marie Laurence[4] ne demande à sa chère Iphigénie de corriger la phrase « Je saisis l'*opportunité* de vous adresser la parole ». Au cours des deux décennies suivantes, d'autres défenseurs de la langue reviendront à la charge, notamment Pierre Daviault[5] (1963) et Gérard Dagenais[6] (1967).

Si je m'arrête en 1967, ce n'est pas parce que c'est le centenaire de la Confédération – ou l'année de mon arrivée au Bureau de la traduction –, mais parce que mon édition du *Harrap*[7] de cette année-là donne à *opportunité* le sens de « favourable occasion, opportunity » (dans la partie français-anglais seulement). Naturellement, je me suis demandé si d'autres dictionnaires de l'époque de Blanchard ou Lorrain ne lui donneraient pas aussi ce sens.

Certes, ces auteurs n'avaient pas tous sur leur table de chevet le *Thresor de la langue françoyse* de Nicot (1606), qui donne plusieurs exemples traduits du latin : « *Si tu as l'opportunité*, *Estre frustré de quelque opportunité qu'on pretendoit* ». Mais ils devaient sûrement avoir le dictionnaire de l'Académie, qui, depuis la 1^re^ édition (1694), donne à *opportunité* le sens de « occasion propre, favorable » : « *Il a trouvé l'opportunité.* » Avec ce commentaire : « Tous deux sont de peu d'usage. » Soixante ans plus tard, la 4^e^ édition nous apprend qu'« il vieillit »! Mais il se maintiendra jusqu'à la 8^e^ (1935), sauf que le commentaire disparaîtra.

À défaut du dictionnaire de l'Académie, ils avaient sans doute le *Littré*, qui ne dit pas autre chose : « Absolument. Occasion favorable. *Saisir l'opportunité. Il s'est prévalu de l'opportunité* ». Il se trouve même un dictionnaire bilingue de 1881, le vieux Clifton-Grimaux, qui traduit par « opportunity, favourable occasion ».

D'autre part, tout ce monde devait avoir lu Montaigne, ou Stendhal tout au moins. Eh oui, nos deux larrons l'emploient dans le sens « anglais ». Montaigne : « et quand l'opportunité s'y présente, elle nous conduit aussi aux hazards de la guerre » (*Essais*, 1580-1595); et Stendhal : « Il n'a pas le génie adroit et cauteleux d'un procureur qui ne perd ni une minute ni une opportunité » (*Le rouge et le noir*, 1830).

Avec toutes ces sources, il est pour le moins étonnant qu'on ait continué de condamner cet usage. Et pourtant, les condamnations ont été plus nombreuses : Gaston Dulong (1968), le *Colpron* (1970), Geneviève Gilliot (1974), Jean-Marie Courbon (1984), Jean Darbelnet (1986), Jacques Laurin (2001), Jean Forest (2008), et j'en passe. Je termine cette fastidieuse liste avec deux auteurs[8] qui n'aiment pas du tout cet intrus : « Ils auront beau raconter ce qu'ils veulent, c'est un anglicisme, utilisé en lieu et place d'*occasion*. Pour s'en convaincre, le lecteur, se souvenant de Gabrielle Roy, méditera un titre comme *Bonheur d'opportunité* »... Et leur haine est telle qu'ils ont recours à un anglicisme pour tenter de s'en débarrasser, en nous proposant une liste de « Douze mots ou expressions à flusher de [n]otre vocabulaire »!

Bien sûr, quelques auteurs de chez nous – Guy Bertrand[9], Lionel Meney[10] –, reconnaissent que les Français aussi l'emploient, mais ils continuent de préférer *occasion*, ou un autre équivalent. Marie-Éva de Villers[11] va dans le même sens : « L'Académie française entérine l'emploi du nom *opportunité* au sens de *circonstance opportune*. On pourra néanmoins préférer *circonstance*, *occasion*, *possibilité*. Profiter de l'occasion pour remercier quelqu'un. »

C'était vrai jusqu'à la 8^e^ édition, mais avec la 9^e^, en ligne, nos immortels ont fait volte-face : « **C'est à tort que ce terme est substitué à** *Occasion* **dans tous ses emplois. Ainsi, on ne dira pas** *Je me réjouis d'avoir l'opportunité de vous rencontrer*, **mais** *Je me réjouis d'avoir*

l'occasion de vous rencontrer. » Un puriste a dû se glisser dans leurs rangs, et je ne serais pas étonné que ce soit Jean Dutourd[11], devenu « immortel » en 1978. Il n'aime pas cet usage : « En anglais, en américain, *opportunity* a le sens d'"occasion" [...] il est moderne de dire opportunité pour occasion. »

Joseph Hanse[12] condamne ce sens lui aussi : « doit toujours évoquer l'idée d'*opportun* ». Mais ce n'est pas le cas d'un recueil de faux amis : « malgré l'opposition de puristes, l'emploi d'*opportunité* se répand de plus en plus dans le sens de *occasion favorable*[13] ». Et chez nous, Paul Roux[14] reconnaît que « son usage est si répandu dans l'ensemble de la francophonie qu'il paraît désormais inutile de s'y opposer ».

La plupart des dictionnaires français enregistrent ce « vieux » sens d'*opportunité*. L'édition abrégée du *Littré* de 1963 le maintient; le *Larousse de la langue française* de 1971 le donne; le *Quillet* de 1977 reprend à peu près le texte de l'Académie : « Abs. Occasion favorable. *Il a profité de l'opportunité* ». Pour le *Grand Dictionnaire encyclopédique Larousse*, de 1984, cette façon de parler relève de la « langue soutenue ». Le *Grand Robert* de 2001 l'enregistre sans commentaire, mais la version « culturelle » parue en 2005 sous la direction d'Alain Rey signale qu'il est « fréquemment critiqué ». Les petits *Larousse* et *Robert* portent aussi la mention « emploi critiqué ».

Pour leur part, les dictionnaires québécois ont tendance à se passer de la mise en garde. C'est le cas du *Dictionnaire Beauchemin* (1968), du *Dictionnaire du français plus* (1988) et du *Dictionnaire universel francophone* (1997). Enfin, les *Clefs du français pratique* de la banque de données terminologiques et linguistiques du Bureau de la traduction font bien le point : « **Opportunité** s'est taillé une place dans les dictionnaires au sens d'"occasion favorable" : *Saisir toutes les opportunités qui se présentent*. Plusieurs sources lui attribuent la mention "critiqué", d'autres l'admettent sans réserve. Dans le sens de "perspectives d'avenir, possibilités", **opportunité** est encore critiqué, mais on le rencontre de plus en plus : [...] *les opportunités de carrière* (*Le Point*). »

Bien sûr, vous pouvez continuer de préférer *occasion* (« saisir l'opportunité » me met encore mal à l'aise...), mais il faut reconnaître qu'*opportunité* a droit de cité. Et si vous voulez une dernière preuve qu'il est entré dans l'usage, la voici. Les rédacteurs du *Robert* n'ont pu s'en passer pour définir « se rattraper aux branches » : « rétablir une situation critique en saisissant une opportunité ». Pourtant, le *Larousse de la langue française* s'en tient à *occasion* : « réussir à profiter d'une occasion inespérée pour rétablir une situation critique », et l'Académie parle de *moyens*.

Je laisse le mot de la fin à André Goosse[15] qui, après avoir rappelé que l'Académie lui donne ce sens depuis le début, note que cet emploi « a sans doute été revivifié par l'anglais ». Et il termine avec un exemple de nul autre qu'un académicien, qu'on saurait difficilement soupçonner de laxisme, Maurice Druon. ■

Notes

1 Marcelle Auclair, *La vie de Jean Jaurès*, Seuil, 1954 (Voici, 1964, p. 71).

2 Étienne Blanchard, *Dictionnaire du bon langage*, Montréal, 1919, p. 170.

3 *Les étrangers dans la cité*, Les Presses du Mercure, Montréal, 1936, p. 84.

4 *Notre français sur le vif*, Centre de psychologie et de pédagogie, Montréal, 1947, p. 121.

5 *Langage et traduction*, Secrétariat d'État, 1963.

6 *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada*, Éditions Pedagogia, Montréal, 1967.

7 Benoît Melançon et Pierre Popovic, *Dictionnaire québécois instantané*, Fides, 2004, p. 107.

8 *400 capsules linguistiques*, Lanctôt, 1999, p. 124.

9 *Dictionnaire québécois-français*, Guérin, 2003 (1999).

10 *Multidictionnaire de la langue française*, Québec Amérique, 2009.

11 *À la recherche du français perdu*, Plon, 1999, p. 43.

12 *Nouveau dictionnaire des difficultés du français moderne*, Duculot, 1983.

13 Jacques Van Roey, Sylviane Granger et Helen Swallow, *Dictionnaire des faux amis*, Duculot, 1998.

14 *Lexique des difficultés du français dans les médias*, Éditions La Presse, 2004.

15 *Le bon usage*, 14e édition, de Boeck/Duculot, 2008, p. 160.

Comashes and interro-*what*'s‽: Digressions in punctuation

Frances Peck

There's a lot to love about digressions. They're quirky, refreshing intervals that are often more intriguing than the matter at hand.

Case in point: In 2008 I was working on an editing project with a colleague when she interrupted our work-related emails with an excerpt from Michael Quinion's e-newsletter. Quinion, if you don't know him, is the author of the addictive usage website World Wide Words (**http://www.worldwidewords.org/index.htm**), whose essays treat everything from the etymology of *innuendo* (wherein Quinion rebuts the lexicographers of the *Oxford English Dictionary*) to the meaning of *heroin chic*.

But I digress...

In the excerpt my colleague sent me, Quinion wrote of having stumbled on a new punctuation term, the *comash*, which he had read about in a snippet by author Will Self in *The Guardian*. Quinion said of the comash, which is a comma followed by a dash (,—), "Its name is so rare that we may presume that Will Self invented it." (He means invented the name, not the mark itself, which Quinion dates back to the time of Shakespeare.)

Quinion's suggestion that Self coined the term is hardly outlandish. Self, the child of, in his own words, "intellectually snobbish parents," has written books with titles like *The Quantity Theory of Insanity* and *Tough, Tough Toys for Tough, Tough Boys*, neither exactly suggestive of an author who's timid or lacking in inventiveness. However, with all due respect to Michael Quinion, it's more likely that Self borrowed the term from Nicholson Baker, a novelist and essayist of Self's own generation (and approximate level of erudition), who wrote about the mark in his 1993 essay "The History of Punctuation."

I'd come across Baker's essay years earlier, and it had stayed with me as one of the finest pieces on punctuation I'd ever read. The essay, contained in Baker's 1996 book *The Size of Thoughts*, is ostensibly a review of Dr. Malcolm Parkes's *Pause and Effect: An Introduction to the History of Punctuation in the West*. I say "ostensibly" because the first mention of Parkes's prodigious tome (which, Baker remarks, "is not an easy book to read in bed") comes a full five pages into the essay, and Baker abandons Parkes entirely in the last third of the piece to discuss a punctuation phenomenon missing from Parkes's book: dash-hybrids, of which the *commash* is one.

Digression: Some of you will have noticed from the previous sentence that Baker spells the word with an extra "m." He may be entitled to do so, as he claims in his essay to have named the mark himself. (He also names the semi-colash [;—] and the colash [:—], the other dash-hybrids he covers.) On the Internet, the only spelling I can find associated with the punctuation mark is *comash*, the double "m" version having been co-opted primarily by rock bands (e.g., the Shaven Commash and Captain Commash). I've therefore settled on *comash* for this article.

But enough of spelling. The comash may have arisen in Shakespeare's time, but the dash-hybrids as a family flourished much later, in Victorian prose. Baker cites as examples the work of Charles Dickens, Charlotte Brontë, William Thackeray, Thomas de Quincey, George Eliot, John Ruskin and especially Anthony Trollope, who used a dash-hybrid on "practically every page." Yet by about World War I, dash-hybrids had all but disappeared. Whether they seemed redundant or struck writers as old-fashioned or were simply one more bit of Victorian frippery to fall victim to 20th-century modernism, it's hard to say. Baker recalls having "timidly tried to use a semi-colash in an essay for *The Atlantic Monthly* in 1983; the associate editor made a strange whirring sound in her throat, denoting inconceivability, and I immediately backed down."

Around the time the Quinion article came my way, another digression plunged me into the realm of esoteric punctuation. This digression wasn't a *true* digression, having stemmed from "Hidden Hyphen, Crouching Comma," a detailed and idiosyncratic presentation on punctuation, capitalization and spelling by Ramona Montagnes, co-author of *The Canadian Writer's Handbook*. I listened to Montagnes with rapt attention, as did everyone present (this was, after all, a meeting of the Editors' Association of Canada), while she ran through the more delightful trends in punctuation in recent years. But my trance was broken when she mentioned, off-handedly

and only once, the interrobang. The interro-*what*? I asked myself. Montagnes didn't elaborate and I felt too cowed to ask, certain I was the only one in the crowd of editors who didn't get it.

As soon as I got home that night, Google and I resolved the matter. In the days that followed, as I casually sprinkled my emails and conversations with references to the interrobang, I discovered, with no small measure of relief, that none of the editors, writers or other word people in my circle knew what it was either. (I would love to know how many Google hits "interrobang" got the night of that Editors' Association presentation.)

So what is this punctuation oddity? You'll see it in the title of this article: it's a single mark that combines the question mark (the *interro*) and the exclamation point (the *bang*). The mark debuted in the early 1960s, when American advertising executive Martin Speckter proposed it as a handy substitute for the ?! combination often resorted to by copywriters (who seemingly needed to evoke the full range of emotions with every ad). The interrobang caught on for a while: this was, after all, the sixties and seventies, when everyone was game for something new. But the mark ultimately fizzled, leaving behind a nifty-sounding word that's been appropriated by groups ranging from an Australian handbag design firm, to Fanshawe College in London, Ontario, whose weekly student newspaper is named after the mark, to—yes—a rock band (erroneously, and in fact pointlessly, identified on YouTube as "Interrobang!"). There's even a web page whose sole purpose is "to move the INTERROBANG from the obscure to the ubiquitous" (**http://www.interrobang-mks.com**).

Yet you won't find the interrobang just anywhere. It's in the symbol set of Calibri, the default font in Microsoft Word 2007. It's also included in Cambria, Candara, Consolas, Constantia and Corbel, the other fonts developed by Microsoft for clearer on-screen reading. There's a slender, almost aristocratic version of it in Palatino Linotype, another recent digital font (actually an update of a mid-twentieth-century design). And there are four (count 'em, four) versions of the interrobang in Wingdings 2. Other than that, good luck tracking down the mark in standard font sets.

If Internet citations are any indication—and I'd argue they are—there appears to be some solid cultish interest in the interrobang but almost none in the comash. Why the disparity?

It may have something to do with Microsoft's influence: by offering the interrobang in newer font sets, the company might have lent it some cachet. Or it may stem from our techno-culture's love of all things retro, with "retro" narrowly encompassing the 1960s to 1980s, those experimental decades when the interrobang was born, and *not* the Victorian age, era of snuff, bric-a-brac and mourning jewellery.

But to me, there's a cultural influence here that goes beyond the question of which decades we today find fashionable. The comash creates an elongated pause, more drawn out than either the comma or the dash creates by itself. Along with the other dash-hybrids, the comash is the creation of a more leisurely time, a time when people read more slowly, read aloud even, sought out rhythm and savoured it. It was an era of profuse punctuation, because people had time to pause. The interrobang, on the other hand, is an efficient "two marks in one" saver of time and space, perfect for an age that demands both high speed and maximum impact from its texts.

All of which spells doom for the comash—unless we can resurrect it as an emoticon. Could it signify ,—I don't know ,— a digression? ■

Volume 7/1 • Mars/March 2010

Nouvelle orthographe : un sujet bien d'actualité

Georges Farid

Cet article est conforme à la nouvelle orthographe.

Les rectifications orthographiques font beaucoup parler. Loin de faire l'unanimité, elles suscitent des opinions divergentes. Certains les approuvent, d'autres les décrient. Cet article ne vise pas à exposer dans le détail les rectifications orthographiques. L'auteur se propose plutôt de présenter les divergences d'opinions sur la question, qu'il s'agisse de quelques soubresauts des adversaires, de l'euphorie des partisans ou de l'engouement sporadique des médias, et il montre en quoi consistent les rectifications, avec leurs avantages et leurs inconvénients.

Les rectifications orthographiques d'hier à aujourd'hui

De 1694 à 1975, l'orthographe française a connu au moins sept phases d'ajustement. Les *Rectifications de l'orthographe* de 1990 sont les derniers changements enregistrés à ce jour. Ces rectifications touchent essentiellement à quatre domaines : le trait d'union et la soudure, le singulier et le pluriel des noms composés et des mots étrangers, les accents et le tréma, les consonnes doubles. De plus, quelques familles de mots ont été harmonisées, et le participe passé *laissé* suivi d'un infinitif est maintenant invariable.

Retournons en arrière pour relater les faits marquants de l'histoire de la langue française depuis 1694.

1694 : L'Académie française publie la première édition de son Dictionnaire, qui comprend 18 000 mots. L'Académie concilie alors l'ancienne orthographe, fidèle à l'étymologie, et l'orthographe fondée sur la prononciation telle que proposée par les réformateurs de l'époque.

1740 : La troisième édition du *Dictionnaire* change la graphie de plus de 5000 mots.

1835 : La sixième édition du *Dictionnaire* modifie certaines orthographes : *j'avois* devient *j'avais*, *aimoit* devient *aimait*, *croie* devient *craie*, des *enfans* devient des *enfants*, etc.

1932-1935 : L'Académie française, dans la huitième édition de son *Dictionnaire*, change l'orthographe d'environ 500 mots, dont *grand'mère* remplacé par *grand-mère*.

1952 et 1965 : Le ministre français de l'Éducation nationale demande deux rapports Beslais, qui se soldent par le néant : la proposition de réforme n'est pas adoptée.

1972 : On demande au Conseil international de la langue française un autre projet de réforme, fondé sur une étude de René Thimonnier.

1989 : Le premier ministre français, Michel Rocard, demande au Conseil supérieur de la langue française des *aménagements* orthographiques destinés à éliminer un certain nombre d'anomalies et de contradictions entre les dictionnaires.

Décembre 1990 : Le rapport définitif du Conseil supérieur est publié en France au *Journal officiel de la République française* sous le titre *Les rectifications de l'orthographe*.

1991 : En Belgique, André Goosse fonde l'Association pour l'application des recommandations orthographiques, afin de bien faire connaitre les rectifications. En France existait déjà l'Association pour l'information et la recherche sur les orthographes et les systèmes d'écriture, dont la fondatrice est Nina Catach.

2000 : En Suisse est fondée l'Association pour la nouvelle orthographe.

2001 : Les trois associations de la Belgique, de la France et de la Suisse créent le Réseau pour la nouvelle orthographe du français (RENOUVO) et conçoivent le *Vadémécum de l'orthographe recommandée*, dont le surtitre est *Le millepatte sur un nénufar*. Il sera supplanté, en juin 2009, par le *Grand vadémécum de l'orthographe moderne recommandée*.

2002 : Est fondé à Paris le Groupe de modernisation de la langue, qui a mis en place le site officiel **www.orthographe-recommandee.info**, lequel contient un résumé et les détails des rectifications orthographiques.

2004 : Au Québec, Annie Desnoyers, Karine Pouliot et Chantal Contant fondent le Groupe québécois pour la modernisation de la norme du français (GQMNF). L'objectif fondamental du GQMNF est de diffuser, au sein de la population, les changements dans la norme du français approuvés par des instances francophones compétentes. L'Office québécois de la langue française fait savoir qu'il applique déjà les nouvelles graphies dans le cas des néologismes et des emprunts figurant dans le *Grand dictionnaire terminologique* et qu'il donnera priorité aux nouvelles graphies dans la mesure où elles sont attestées dans les dictionnaires usuels. *Le Dictionnaire Hachette* et le *Dictionnaire de l'Académie française* indiquent déjà toutes les graphies rectifiées.

1 La Commission Beslais visait à éliminer de l'orthographe les surcharges et les absurdités.

Avril 2007 : À l'instar de la Belgique et de la Suisse, le ministère de l'Éducation nationale en France précise sa position sur la nouvelle orthographe dans son *Bulletin officiel* : « On s'inscrira dans le cadre de l'orthographe rectifiée. Les rectifications définies par l'Académie française ont été publiées au *Journal officiel de la République française* le 6 décembre 1990, édition des Documents administratifs. Elles se situent tout à fait dans la continuité du travail entrepris par l'Académie française depuis le XVII[e] siècle, dans les huit éditions précédentes de son *Dictionnaire*. »

2008 : En Belgique, les écoles doivent enseigner la nouvelle orthographe. Des circulaires ministérielles indiquent que « les professeurs de français de tous niveaux sont invités à enseigner prioritairement les graphies rénovées » dès la rentrée scolaire 2008. Environ 200 000 exemplaires d'une publication gouvernementale de quatre pages sont distribués dans les écoles belges.

2009 : À la suite d'une pétition envoyée en ligne par le GQMNF aux usagers de la langue française, *Le Nouveau Petit Robert de la langue française 2009* reconnait 61 % des graphies modernes. Par exemple *pizzéria* au lieu de *pizzeria*, des *après-midis* (avec *s* régulier au pluriel), un *compte-goutte* (sans *s* au singulier), *millepatte* (soudé et sans *s* au singulier, comme *millefeuille*), *imbécilité* (avec un seul *l*, comme *imbécile*), *charriot* (avec deux *r*, comme *charrette*)... Le *Petit Larousse illustré 2009* ne mentionne que 39 % des graphies rectifiées, dans les entrées des mots eux-mêmes. Au début de ce dictionnaire, 11 pages sont consacrées aux nouvelles graphies, présentées sous forme de liste alphabétique.

Pour ou contre les rectifications orthographiques

Depuis la publication des *Rectifications de l'orthographe*, dans le *Journal officiel de la République française* du 6 décembre 1990, des esprits s'agitent, des scripteurs sont ahuris.

Les pourfendeurs des rectifications orthographiques pensent que celles-ci ne sont qu'un nivèlement par le bas pour les paresseux et les incultes. Selon eux, il faut que la nouvelle génération apprenne, comme ce qui a été imposé aux générations précédentes, toutes les règles de la grammaire avec ses difficultés et exceptions, de même que le lexique, quelles que soient leurs bizarreries; cela forme l'esprit. Dans *L'Express* du 18 avril 2005, Anne Vidalie rappelle que les Français s'étripent sur le sujet de l'orthographe et que, dès le début de l'Académie française en 1635, une querelle a opposé les Anciens, qui ne voulaient pas la modifier parce que sa connaissance permet de « distinguer les honnêtes hommes des simples femmes et des enfants », et les Modernes.

Les adversaires avancent que la forme graphique des mots est le reflet de l'histoire de la langue et des cultures successives. Beaucoup de mots ont une origine latine ou grecque ou autre... et vouloir rapprocher leur orthographe de la prononciation serait les disjoindre de leur origine, les déraciner de leur histoire.

Ces opposants croient que les rectifications amorcent la transformation de l'orthographe, qui en viendra à se modeler sur l'oral. Ils notent également que les rectifications introduisent de nouvelles exceptions qui ne sont pas plus simples à retenir.

Les partisans, quant à eux, soulignent l'importance de rendre plus logique la langue française, afin de simplifier son apprentissage et de favoriser sa maitrise par tous les francophones et les allophones. Comme le fait remarquer Hubert Joly, « en faisant la toilette des dictionnaires, les *Rectifications orthographiques* mettent fin à des incohérences qui étaient parfois des défis au bon sens ». Par ailleurs, même les partisans des *Rectifications de l'orthographe*, dont de nombreux enseignants, sont mécontents de la superficialité des rectifications, qui se sont essentiellement concentrées sur l'orthographe d'usage, alors qu'il aurait fallu, selon eux, simplifier l'orthographe grammaticale à l'instar de l'Académie française qui, en 1679, avait décrété que les participes présents seraient désormais invariables.

En dehors de quelques cas particuliers comme *je cèderai, il complèterait*... (depuis les rectifications) au lieu du traditionnel *je céderai, il compléterait*..., la langue écrite suit ses besoins spécifiques, et les recommandations de 1990 ne gravitent pas autour d'une simplification vers la phonétique mais plus vers l'élimination des bizarreries orthographiques comme *imbécillité* (malgré *imbécile*), chariot (malgré *charrette*)...

Charles Müller, créateur du site Orthonet, dit dans *L'Express* du 18 avril 2005 : « En simplifiant l'orthographe, on améliorerait l'image du français. Au moins pourrait-on donner un signe de bonne volonté en supprimant les sottises les plus évidentes, comme ce fameux *événement* qui doit son deuxième accent aigu au fait qu'un imprimeur, en 1736, s'est trouvé à court d'accents graves. »

Franck Ramus, spécialiste de l'apprentissage du langage, souligne que « la complexité de l'orthographe française n'affecte pas que les dyslexiques, mais tous les enfants. En effet, sa maitrise demande dix ans d'efforts intensifs en France, contre six mois en Italie et en Finlande. C'est du temps perdu qui pourrait être consacré à des apprentissages plus utiles. Peut-être n'est-ce pas un hasard si la Finlande, où l'écriture est la plus régulière au monde, est aussi le pays dont les élèves affichent les meilleures performances scolaires. »

Nina Catach, réputée pour ses nombreuses recherches scientifiques en orthographe, souligne que le « niveau s'élève. On n'a pas touché aux règles, on les a renforcées. Les exceptions favorisent chez l'enfant le trouble et l'injustice à son égard, car on le pénalise lorsqu'il applique les règles (*événement / évènement, lève / lèvera* mais *cède / cèdera*) [...] Le raisonnement prendra la place de la mémoire et l'enfant pourra vraiment être jugé là-dessus. »

Chantal Contant, spécialiste des rectifications orthographiques au sein du GQMNF, note que « la nouvelle orthographe prend sa source dans les **régularités** que ces règles modernes

véhiculent, dans la **cohérence** que ces ajustements sages et limités apportent au système orthographique »

Les rectifications orthographiques à pas de tortue

Bien que les rectifications orthographiques de 1990 aient trouvé une caution officielle, elles ont soulevé un tollé important dans les premières années, et ce n'est que plus de 15 ans plus tard qu'elles s'implantent en douce. Christine Petit relève des facteurs qui expliquent cette lenteur, en Belgique, en France, au Québec et en Suisse : « l'orthographe dans son aspect académique est perçue comme un rempart contre l'effritement de la soi-disant excellence du français; […] l'orthographe apparait comme un patrimoine dont la préservation assurerait sa part de responsabilité dans la viabilité internationale du français […]; l'orthographe […] est un gage de confiance en cette éprouvante époque de transformation rapide des technologies […]; l'orthographe […] de 1990 impose un nouvel effort d'apprentissage aux locuteurs qui l'appréhendent […] et embarrasse les intérêts des éditeurs tout comme les intérêts politiques… ». Toutefois, il est à noter que si cela était vrai en 2005, cela l'est moins en 2009, où les ministères de l'Éducation se sont prononcés en faveur de l'application de la nouvelle orthographe (surtout en Belgique, en Suisse et en France). Devant la pression du RENOUVO, plusieurs éditeurs se voient obligés d'inclure les rectifications dans leurs dictionnaires, grammaires et romans.

Nous croyons que les *Rectifications de l'orthographe* cherchent non pas à bouleverser les acquis des scripteurs mais à gommer quelques incohérences révérées sans réserve par une certaine élite soucieuse de rendre la langue le moins accessible possible. Curieusement, la lutte est celle de l'élite contre l'élite. En effet, les réformes proposées antérieurement, jusqu'aux *Rectifications*, ne sont pas le produit inopiné de l'homme de la rue mais bien le résultat d'une question analysée en profondeur par des grammairiens, des écrivains, des journalistes, des linguistes, des érudits.

Certes, les rectifications ont contribué à simplifier quelques règles, comme celle du participe passé *laissé* suivi d'un infinitif, qui dorénavant reste invariable, celle du pluriel de certains noms composés qui a été régularisé pour suivre la règle de pluralisation des noms simples, celle du trait d'union qui s'impose dans l'emploi de tous les numéraux (sauf dans les fractions).

Bien qu'il soit évident que les rectifications ont simplifié d'autres cas comme la soudure d'éléments savants (par exemple *microonde*), la francisation des emprunts au pluriel (par exemple *leitmotivs, sandwichs* au lieu du pluriel allemand *leitmotive* et du pluriel anglais *sandwiches*), il reste que, depuis 1990, les rectifications orthographiques s'affichent avec lenteur et dérangent aussi bien les enseignants que les médias et les éditeurs. Les étymologistes sont scandalisés de voir disparaitre l'empreinte des mots français avec leur histoire et leur ascendance.

Quelques observations linguistiques

Sans parti pris, nous constatons, dans la brève présentation du contenu des rectifications orthographiques, que, s'il est vrai que celles-ci se voulaient une belle entreprise de simplification et de régularisation par des spécialistes de la langue française dont l'érudition est incontestable, il n'en reste pas moins que les recommandations orthographiques ne sont pas exemptes de quelques faiblesses. En effet, l'uniformité n'est pas parfaite :

- L'accent circonflexe est maintenu, entre autres, sur les mots où il y a distinction de sens, comme mur ≠ mûr alors que le féminin de *mûr* n'a pas d'accent (mure), d'où l'asymétrie un abricot *mûr*, une tomate *mure*. Il en est de même avec *sur* ≠ *sûr*, où le féminin de *sûr* est *sure*. Malgré ces quelques cas, nous croyons que la disparition de l'accent circonflexe sur le *i* et le *u* (mais pas dans les terminaisons verbales du passé simple) réduira le nombre d'erreurs d'orthographe relatives à ce signe diacritique.
- Le trait d'union disparait dans *boyscout, cassetout, passepartout, passepasse, passetemps, porteclé, portecrayon, portefaix, portefort, portemanteau, portemine, portemonnaie, porteplume, portevoix, vanupied, vatout…* mais reste dans *casse-cou, chef-d'œuvre, passe-montagne, porte-document, porte-cigarette…* Selon les lexicographes, le trait d'union a l'avantage de mettre en lumière la composition d'un mot et d'aider à sa compréhension, mais a aussi l'inconvénient de laisser planer un doute sur chacun de ses composants dans la formation du pluriel. En ce sens, la soudure de certains mots facilite la tâche dans l'accord au pluriel. Chantal Contant explique le pourquoi de la soudure de *porteclé, portecrayon, portemanteau, portemine*, et de la non-soudure de *porte-cigare, porte-couteau, porte-malheur, porte-menu* : « il n'a pas été question de modifier d'un coup des milliers de mots de type *verbe + nom*, car le bouleversement aurait été trop grand. […] Si les rectifications n'ont pas touché au trait d'union de *porte-avion, porte-jarretelle, porte-savon*, etc., c'est parce que ceux-ci n'existaient que sous la forme avec trait d'union dans tous les dictionnaires. » Malgré cette disparité, l'avantage est que ces termes, avec ou sans trait d'union, ont maintenant un pluriel régularisé.
- Les formes conjuguées des verbes en *-eler* ou *-eter* s'écrivent maintenant avec un accent grave et une consonne simple (au lieu de deux) devant une syllabe contenant un *e* muet; cependant, persistent des exceptions comme les verbes *appeler, jeter* et leurs composés. Pourquoi? « Parce qu'ils sont bien implantés dans l'usage », nous dit le Conseil supérieur de la langue française.

Laisser-aller, paresse ou mauvaise foi?

Aujourd'hui, nombre de professeurs d'université ne se préoccupent guère de mettre en application les rectifications orthographiques, puisque l'orthographe traditionnelle est encore admise. Ils pensent que cela ne concerne que les professeurs des sciences de l'éducation, dont la tâche est de former les nouvelles générations qui auront à apprendre cette *nouvelle orthographe*; aussi croient-ils qu'il est plus que suffisant d'avoir appris la « vraie » orthographe avec tous ses pièges et difficultés.

Se confiner dans des formes orthographiques arbitrairement sélectionnées est l'apanage de ceux qui ne veulent pas suivre l'évolution de la langue. Michel Masson rappelle que « l'orthographe française est une invention relativement récente puisque sa conception coïncide avec la parution du premier dictionnaire de l'Académie française (1694) et, surtout, que cette orthographe s'est constituée ensuite par réformes successives [...] de sorte que s'opposer à toute nouvelle réforme, c'est bafouer notre tradition, c'est mutiler la France[9] ».

Le rayonnement de la langue

Nous ne sommes plus au stade des débats, mais bien de la mise en application. Nombre de personnes ne sont pas au courant de l'existence des rectifications orthographiques. Quant à ceux qui en ont connaissance, certains ne s'en préoccupent point, puisque l'ancienne orthographe cohabite avec la nouvelle orthographe recommandée sans aucune sanction. Nous comprenons que cette flexibilité a cours, indubitablement, pour laisser la nouvelle orthographe s'installer progressivement jusqu'au jour où l'ancienne sera supplantée. Dans tous les cas, il importe que professeurs et enseignants ne pénalisent pas indûment les étudiants, puisque l'ancienne graphie aussi bien que la nouvelle sont admises.

Les rectifications orthographiques, avec leurs points forts et leurs points faibles, ne peuvent être tenues comme réductrices de la qualité de la langue française. Ce ne sont pas quelque 5000 mots – répertoriés dans le *Grand vadémécum de l'orthographe moderne recommandée* – touchés par les rectifications, où interviennent six ou sept notions grammaticales, qui défigureront la langue. Accusons plutôt de la défigurer les personnes mêmes qui, au lieu de maîtriser la langue écrite dans toutes ses nuances et règles, prétendent la défendre. Sous prétexte de la garder pure, elles en viennent à la fossiliser.

Toute réforme orthographique est déstabilisante, et les *Rectifications de l'orthographe* de 1990 ne le sont pas moins. Pour plusieurs, elles semblent incohérentes et incomplètes. Les fervents des rectifications, notamment les instituteurs, auraient voulu voir plus de changements plutôt que des demi-mesures qui ne contribuent pas, selon eux, à simplifier véritablement l'apprentissage du français écrit. Il est nécessaire qu'ils sachent que les experts veulent *d'abord et lentement* supprimer les incohérences orthographiques sans ébranler les habitudes graphiques et visuelles des gens instruits, formés selon l'orthographe traditionnelle.

Quant aux adversaires, instruits ou non, ils s'identifient à l'orthographe traditionnelle comme à l'habit aristocratique que la nouvelle orthographe souillera. Ils découvriront, malgré eux, qu'il est sage de rechercher les régularités orthographiques dans une perspective évolutive, surtout lorsqu'elles sont bien ancrées dans l'usage.

Les pièges inutiles, délectation d'une élite qui a souffert dans l'apprentissage des incongruités orthographiques et qui veut faire souffrir en retour les générations suivantes, sont un gaspillage de temps que les *Rectifications* éliminent pour permettre un meilleur rayonnement de la langue écrite dans le monde francophone.

Des linguistes, des pédagogues, des correcteurs, des instituteurs ont déjà remarqué que les *Rectifications* ne sont pas essentiellement simplificatrices mais que de nouvelles exceptions ont remplacé d'anciennes. Il va sans dire que, même avec les simplifications orthographiques, il y aura toujours des règles à mémoriser et des exceptions aux règles à retenir, mais dans les deux cas elles seront moins nombreuses qu'auparavant.

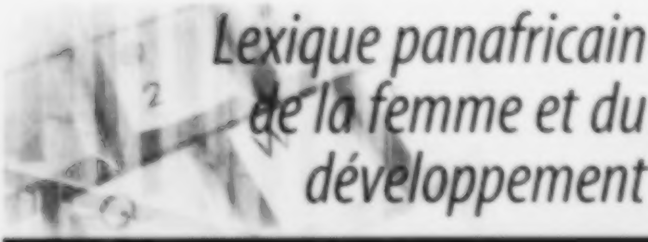
Vouloir plaire à tout le monde est une entreprise quasi impossible : l'académicien, l'enseignant, le linguiste, le grammairien, le correcteur, le scripteur, chacun a ses attentes. Il y aura toujours des demandeurs de réforme et des ennemis de toute réforme... Et la langue évoluera malgré ou avec les acteurs en présence, comme elle l'a toujours fait depuis la naissance de l'écriture.

Bibliographie, références informatiques et résumé des règles

Disponibles sur demande. Veuillez communiquer avec l'auteur à l'adresse suivante : georges.farid@uqo.ca. ■

Notes

1. Conseil supérieur de la langue française, « Les rectifications de l'orthographe », http://www.academie-francaise.fr/langue/rectifications_1990.pdf.
2. Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, « Bulletin officiel hors-série no 5 du 12 avril 2007 », ftp://trf.education.gouv.fr/pub/edutel/bo/2007/hs5/hs5_approfondissement.pdf.
3. Hubert Joly, « Les rectifications orthographiques entrent enfin en vigueur » dans *La banque des mots*, revue semestrielle de terminologie française publiée par le Conseil international de la langue française, no 77, 2009, p. 20.
4. Anne Vidalie, « Sa maîtresse demande dix ans d'efforts », *L'Express*, 18 avril 2005, http://www.lexpress.fr/actualite/societe/education/sa-maitresse-demande-dix-ans-d-efforts_486263.html.
5. Nina Catach, *L'orthographe en débat*, Paris, Nathan, 1991, p. 77.
6. Chantal Contant, *Grand vadémécum de l'orthographe moderne recommandée*, Montréal, De Champlain S. F., 2009, p. 3.
7. Christiane Pirlot, « Réforme de l'orthographe : les tribulations d'un siècle » dans *Le point sur les rectifications de l'orthographe en 2005*, le RENOUVO (Réseau pour la nouvelle orthographe du français), 2005, p. 13-15.
8. Chantal Contant, *Grand vadémécum de l'orthographe moderne recommandée*, Montréal, De Champlain S. F., 2009, p. 17-18.
9. Michel Masson, *L'orthographe : guide pratique de la réforme*, Paris, Seuil, 1991.



Lexique panafricain de la femme et du développement

Pan-African Glossary on Women and Development

Brehima Doumbia

Translation: Dennis Maloney, C. Tr.

Un partenariat porteur en développement terminologique

Le projet *Coopération technolinguistique – Afrique : développement des langues partenaires africaines et créoles* (CTA) est le fruit d'une coopération multilatérale francophone. Il a été lancé au cours de la réunion statutaire annuelle du Réseau international des langues africaines et créoles (Conakry, Guinée, décembre 2004) et mis en chantier lors de la mission d'étude et d'information qu'a tenue la Direction de la normalisation terminologique (DNT) du Bureau de la traduction (Ottawa, Canada, mars 2005). Y participaient neuf spécialistes langagiers africains de la Guinée, du Mali, de la République démocratique du Congo (RDC) et des Seychelles, ainsi que deux responsables de la Direction des langues de l'Organisation internationale de la Francophonie. Depuis, que de chemin parcouru…

Des objectifs ambitieux

Malgré quelques petites embûches inhérentes à toute activité du genre, le projet s'achemine aujourd'hui, lentement mais sûrement et efficacement, vers ses objectifs :

- une meilleure appropriation du français en Afrique, parallèlement à l'instrumentation et à la promotion des langues africaines transfrontalières;
- un partage des connaissances pratiques, des outils technolinguistiques et de l'expertise canadienne avec les pays africains partenaires;
- l'accès gratuit à *TERMIUM Plus®*, la banque de données terminologiques et linguistiques du gouvernement du Canada, pour consultation et création de tiroirs terminologiques en langues africaines;
- la mise sur pied de centres nationaux africains de terminologie animés par des équipes nationales compétentes travaillant en réseau et en lien avec les experts et gestionnaires de *TERMIUM Plus®*;

A promising terminology development partnership

The project entitled *Coopération technolinguistique – Afrique : développement des langues partenaires africaines et créoles* (CTA) [technolinguistic co-operation–Africa: development of African and Creole partner languages] is the result of a Francophone multilateral co-operative effort. It was launched during the statutory annual meeting of the Réseau international des langues africaines et créoles [international network of African and Creole languages], held in Conakry, Guinea, in December 2004, and carried out during the study and fact-finding mission conducted by the Translation Bureau's Terminology Standardization Directorate (TSD) (Ottawa, Canada, March 2005). Participants included nine African language experts from Guinea, Mali, Democratic Republic of the Congo (DRC) and Seychelles, and two officials from the Languages Directorate of the International Organisation of La Francophonie. A lot has been achieved since this project began.

Ambitious objectives

Despite some minor obstacles inherent to this type of activity, the project is now making headway, slowly but surely and effectively, towards achieving the following objectives:

- Greater adoption of French in Africa, along with the provision of tools in and the promotion of cross-border African languages;
- Sharing of practical knowledge, technolinguistic tools and Canadian expertise with partner African countries;
- Free access to *TERMIUM Plus®*, the Government of Canada's terminology and linguistic data bank, for the purposes of consulting and creating terminology compartments in African languages;
- Setting up of African national terminology centres led by competent national teams working closely and in a network with *TERMIUM Plus®* experts and managers;

- la production d'outils et d'ouvrages (lexiques, vocabulaires, etc.) en langues africaines à l'appui de l'éducation formelle et informelle, de l'alphabétisation et du développement.

Ces objectifs précis montrent clairement que le projet CTA vise avant tout la mise en place d'une infrastructure linguistique et terminologique solide et durable, susceptible de produire des résultats concrets dans les pays africains participants.

Un nouvel outil

C'est dans le cadre et l'optique de cet important projet multidimensionnel qu'a été réalisé, et publié en décembre 2009, le *Lexique panafricain de la femme et du développement* en français, en anglais et dans cinq langues africaines transfrontalières : le créole (aux Seychelles), le fulfulde, le lingala, le mandingue et le swahili.

Les zones d'extension territoriale de ces langues partent de ce que des géolinguistes africanistes appellent communément « la ceinture de fragmentation »; celle-ci s'étend au sud du Sahara, de la côte ouest-atlantique à la côte australe/océan Indien du continent. Le mandingue est parlé dans toute l'Afrique de l'Ouest, le fulfulde est « dispersé » de l'Afrique de l'Ouest jusqu'en Afrique centrale, le lingala est parlé en Afrique centrale, le swahili en Afrique centrale, australe et de l'Est, voire au delà, et le créole est parlé dans les îles de l'océan Indien. Malgré l'étendue de leur zone d'extension, et bien qu'on reconnaisse leur fonction d'intercommunication et de liaison entre des millions d'habitants appartenant à des populations diverses, ces langues demeurent malheureusement, encore à ce jour, en état d'infériorité *de jure* par rapport aux langues européennes (par exemple l'anglais, le français et le portugais), qui sont reconnues généralement par tous les pays comme officielles. Et le comble, c'est que ces langues africaines restent toutes moins bien dotées et équipées en documents scientifiques et de vulgarisation de référence, de même qu'en outils pratiques d'enseignement et d'apprentissage. C'est dans cette optique que le *Lexique panafricain de la femme et du développement*, continuant la série *Lexique panafricain* commencée avec le *Lexique panafricain des sports* (paru en janvier 2005), s'avère un instrument de bon augure, souhaité, souhaitable et fort utile.

- Production of tools and reference works (glossaries, vocabularies, etc.) in African languages to provide support for formal and informal education, literacy education and development.

These specific objectives clearly indicate that the CTA project's primary objective is to build a solid, sustainable linguistic and terminological infrastructure that is likely to produce concrete results in the participating African countries.

A new tool

In December 2009, as part of this major multi-dimensional project, the participants compiled and published the *Pan-African Glossary on Women and Development* in French, English and five cross-border African languages: Creole (Seychelles), Fulfulde, Lingala, Mandingue and Swahili.

The areas where these languages are spoken stem from what experts in African geolinguistics commonly call "the fragmentation belt," which extends south of the Sahara, from the Atlantic coast along the south coast of the continent to the Indian Ocean. Mandingue is spoken throughout West Africa; speakers of Fulfulde are scattered from West Africa to Central Africa; Lingala is spoken in Central Africa; Swahili is spoken in central, southern and eastern Africa, and even beyond those areas; while Creole is spoken on the islands of the Indian Ocean. Despite the extent of the areas where these languages are spoken and although it is recognized that they have a role to play in communication and liaison among millions of people belonging to various populations, these languages, unfortunately, today still have inferior legal status to European languages such as English, French and Portuguese, which are generally recognized as official languages by all of the countries. Moreover, these African languages continue to be less well equipped in that there is a scarcity of scientific documents, popular reference works and practical teaching and learning tools available in these languages. For that reason, the *Pan-African Glossary on Women and Development*, a continuation of the *Pan-African Glossary* series, which began with the *Pan-African Glossary of Sports* released in January 2005, is proving to be a very promising, sought-after and highly useful reference work.

C'est au cours de la réunion de suivi et d'évaluation du projet CTA (Kinshasa, RDC, décembre 2008) que l'élaboration du *Lexique* a été retenue comme opération complémentaire aux activités ordinaires du projet. La réalisation rapide du *Lexique* a été rendue possible grâce à l'expertise et au soutien technique et matériel constant de la DNT, et aussi grâce à l'engagement et à la disponibilité des équipes nationales des cinq pays africains concernés.

La mise en chantier

Dans un premier temps, la DNT a extrait de son *Lexique de la femme et du développement* (1995) une première liste de termes (en français et en anglais), de laquelle fut tirée une nomenclature (enrichie par des termes dénotant des réalités africaines) de 215 termes qui répondaient aux besoins terminologiques des pays concernés. Les entrées ont été disposées à la verticale, par ordre alphabétique, dans la première colonne d'un tableau fichier informatique en format PDF. Les équipes nationales ont ensuite été chargées de « traduire » ces termes dans les langues cibles et de faire la saisie des équivalents dans les colonnes respectives assignées à cette fin, et suivant les prescriptions et normes préconisées.

Les paramètres

Dès réception du tableau fichier et des consignes appropriées, les équipes nationales africaines se sont mises au travail de « traduction ». Elles ont trouvé ou inventé les termes-équivalents dans les langues respectives, les ont saisis en regard des termes-sources dans les colonnes correspondantes du tableau, puis les ont fait parvenir à la DNT par Internet. Les terminologues canadiens, après une première analyse, ont produit une note de lecture critique articulée autour de questions et d'indications pertinentes qui ont mené à la prise des mesures ci-dessous. Il a été décidé :

- de choisir, d'homogénéiser et d'harmoniser les systèmes de graphie et les polices de caractères (respect des alphabets officiels et des règles de transcription en vigueur); la police de caractères de base du *Lexique* serait Arial, qu'on utiliserait pour le créole, le mandingue et le swahili; le fulfulde utiliserait la police Lucida Sans Unicode; le lingala, la police Mali Standard SILSophia; c'est ainsi que serait résolu l'éternel débat sur l'utilisation de caractères phonétiques spéciaux pour écrire les langues africaines;
- d'adopter des techniques de traitement et d'appariement des unités terminologiques simples (unitermes) ou complexes (multitermes, synonymes, syntagmes, éléments phraséologiques, etc.) en respectant la structure et le fonctionnement des langues sources par rapport aux langues cibles;

During the CTA project follow-up and assessment meeting held in Kinshasa, DRC, in December 2008, the compilation of the *Glossary* was selected as an activity that complemented regular project activities. With the expertise and ongoing technical and material support provided by the TSD and the commitment and co-operation of the national teams of the five African countries concerned, it was possible to compile the *Glossary* in a short period of time.

Getting underway

First of all, the TSD extracted an initial list of terms in French and English from its *Glossary on Women and Development* (1995), out of which a 215-term nomenclature was compiled (and expanded through the addition of terms denoting African realities) that met the terminology requirements of the countries concerned. The entries were listed vertically in alphabetical order in the first column of a table created in a PDF electronic file. The national teams were then assigned to "translate" these terms into the target languages and enter equivalent terms in the respective columns designated for that purpose in accordance with the recommended instructions and standards.

Parameters

As soon as they received the table and appropriate instructions, the African national teams proceeded with the "translation" work. They found or coined equivalent terms in the respective languages, entered them alongside the source terms in the corresponding columns of the table, then sent them to the TSD via the Internet. After an initial analysis, the Canadian terminologists produced a critical assessment dealing with relevant issues and indications that led to the implementation of the measures listed below. Decisions were made as follows:

- Select, standardize and harmonize the spelling and fonts to comply with official alphabets and transcription rules in effect. The font used in the *Glossary* for Creole, Mandingue and Swahili terms would be Arial; the font for Fulfulde terms would be Lucida Sans Unicode; and the font for Lingala terms would be Mali Standard SILSophia. This was the solution to the eternal debate about using special phonetic characters for writing in African languages;
- Adopt methods for processing and matching simple terminology units (uniterms) and complex terminology units (multiterms, synonyms, syntagms, phraseological elements, etc.) while complying with the structure and functioning of the source languages in relation to the target languages;

- d'établir des principes et des méthodes de repérage, d'arrangement et d'alignement des matériaux terminologiques afin de favoriser la compréhension des renseignements de manière immédiate, diversifiée et matricielle (synonymes, équivalents constituant des sous-ensembles d'unités qui se retrouvent par ailleurs comme des entrées renvoyant aux unités principales);
- de tenir compte des caractéristiques et des potentialités des langues concernées afin de distinguer la langue de spécialité de la langue générale en tant que sous-ensemble de la langue totale, et afin de favoriser la créativité lexicale et terminologique (dérivation, composition, complexification, etc.);
- de déterminer la représentation du nom de la langue[1], de la région géographique-Union Africaine[2] et du pays[3], en suivant les conventions et la norme ISO 639-2 : la vedette principale apparaît en gras; les équivalents, présentés à la verticale, sont précédés des codes de langue en ordre alphabétique. Les équivalents sont parfois suivis de synonymes auxquels un nombre est accolé s'ils présentent une nuance orthographique ou sémantique. Le signe « => » renvoie le synonyme à l'entrée principale; en regard du terme (synonymes, équivalents) et entre crochets, le code de la région géographique est suivi d'un tiret, puis des codes de pays séparés par une virgule :

a) **puberté**

crs	piberté [AA – SC]
ful	timmugol debbo / gorko [AO – ML, SN]
ful	kellefuye [AO – GN]
lin	lipúka [AC – CD]
man	faridaye [AO – GN]
man	balikuya [AO – GN, ML]
man	ka se jènyògònya ma [AO – ML]
man	balikuyaa [AO – SN]
swa	hali ya kijana binti ao mume [AC – CD]
eng	puberty

b) **OIT =>** Organisation internationale du travail

c) **sidéen =>** malade du SIDA

- de vérifier et d'évaluer l'authenticité et l'adéquation des termes et de leurs rapports, les techniques de l'emprunt, l'harmonisation terminologique et rédactionnelle;

1 Codes des langues africaines : créole = crs; fulfulde = ful; lingala = lin; mandingue = man; swahili = swa
2 Codes des régions : Afrique australe = AA, Afrique centrale = AC, Afrique de l'Ouest = AO
3 Codes des pays : Guinée = GN, Mali = ML, République démocratique du Congo = CD, Sénégal = SN, Seychelles = SC

- Establish principles and methods for identifying, arranging and aligning terminological material in order to facilitate immediate comprehension of the diverse information using a matrix (synonyms, equivalent terms making up subsets of units that are also listed as entries referring back to the main units);
- Take into account the characteristics and potentialities of the languages concerned in order to distinguish the special-purpose language from the general language as a subset of the total language, and in order to encourage lexical and terminological creativity (derivation, composition, complexification, etc.);
- Determine the abbreviations to be used to represent the language name,[1] African Union geographic region[2] and country[3] in accordance with the ISO 639-2 standard and conventions, that is, entry term in bold face, and equivalent terms listed vertically, preceded by language codes in alphabetical order. Equivalent terms are sometimes followed by synonyms to which a number is assigned if they have a slightly different spelling or meaning. The => sign refers the synonym to the main entry. The geographic region code enclosed by square brackets is shown alongside the term, synonym or equivalent, and is followed by a hyphen and country codes, separated by a comma, as in the following:

a) **puberty**

fra	puberté
crs	piberté [AA – SC]
ful	timmugol debbo / gorko [AO – ML, SN]
ful	kellefuye [AO – GN]
lin	lipúka [AC – CD]
man	faridaye [AO – GN]
man	balikuya [AO – GN, ML]
man	ka se jènyògònya ma [AO – ML]
man	balikuyaa [AO – SN]
swa	hali ya kijana binti ao mume [AC – CD]

b) **ILO =>** *International Labour Organization*

c) **drinkable water =>** *potable water*

- Verify and assess the authenticity and appropriateness of terms and their relationships, borrowing techniques, and harmonization of terminology and record drafting;

1 African language codes: Creole = crs, Fulfulde = ful, Lingala = lin, Mandingue = man, Swahili = swa
2 Region codes: Southern Africa = AA, Central Africa = AC, West Africa = AO
3 Country codes: Guinea = GN, Mali = ML, Democratic Republic of the Congo = CD, Senegal = SN, Seychelles = SC

- de tenir compte des réalités socioculturelles et civilisationnelles africaines en tant qu'aspect fondamental, tout en restant ouvert aux cultures et aux civilisations des langues sources (par exemple, le terme *famille monoparentale*, qui ne se rapporte à aucune notion [concept] en milieu *mandingue*, a quand même été rendu par un néologisme, *kelenna denbatigiya, kelenna denbayatigi*, créé pour la circonstance par les équipes nationales de la Guinée, du Mali et du Sénégal).

En somme, l'exploitation de la note de lecture critique de la DNT en tant que document de base, ainsi que les avis, contributions et échanges entre tous les acteurs – canadiens et africains – ont permis :

- aux équipes nationales des Seychelles et de la RDC de revoir, d'améliorer et de finaliser leurs documents, respectivement sur le créole et sur le lingala et le swahili;
- aux équipes nationales de la Guinée, du Mali et du Sénégal de réexaminer et de rajuster (réunion de concertation, Dakar, Sénégal, juin 2009) toute la nomenclature mandingue et fulfulde, et d'harmoniser leurs démarches méthodologiques de traitement des données en avant en vue la normalisation et la gestion régionale, voire continentale, qu'il leur faudrait réaliser à moyen et à long terme, notamment par l'opérationnalisation des structures de représentation par aire géographique récemment mises en place dans le cadre du projet.

Un grand pas

Comme on peut le constater, les langagiers africains, avec l'appui technique et matériel des experts de la DNT, ont ensemble essayé, en proposant ce lexique au public, de relever le défi et de répondre à trois soucis majeurs :

- satisfaire aux besoins importants et urgents des populations laborieuses du continent, qui aspirent tout simplement à vivre, à travailler et à se développer en ayant recours à des moyens de communication qui leur sont propres, dans leurs langues maternelles;
- contribuer de façon concrète et tangible à équiper et à valoriser les langues africaines afin qu'elles retrouvent *officiellement* la place privilégiée qui leur revient dans la construction des États-nations et de l'Union Africaine;
- observer scrupuleusement les normes et les fondements scientifiques, théoriques et pratiques qui régissent l'élaboration, la conception, l'édition et la publication d'un tel ouvrage.

Suite à la page 27

- Take into account the realities of African civilizations, societies and cultures as a fundamental aspect, while remaining open to the cultures and civilizations of the source languages (for example, the term *single-parent family*, which is unrelated to any concept in the Mandingue community, was nonetheless rendered by a neologism, *kelenna denbatigiya, kelenna denbayatigi*, created by the national teams of Guinea, Mali and Senegal).

In short, the use of the TSD critical assessment as a base document, as well as the opinions, contributions and information shared among all of the Canadian and African players involved, made it possible for

- the national teams of Seychelles and the DRC to review, improve and complete the information they had with regard to Creole, Lingala and Swahili;
- the national teams of Guinea, Mali and Senegal, at a joint meeting held in Dakar, Senegal, in June 2009, to re-examine and adjust all of the Mandingue and Fulfulde nomenclature and to harmonize their methodologies for handling data with a view to the regional—and continent-wide—standardization and management that they would have to do in the medium and long terms, particularly by implementing the structures for representing each geographic area that were adopted for the purposes of the project.

A major step

The African language specialists who compiled this glossary for the public, with the technical and material support provided by TSD experts, have made a collective attempt to take up the challenge and address three major concerns:

- Fulfill the substantial and pressing needs of the African continent's working populations, who simply aspire to live, work, learn and communicate in their own distinctive first languages;
- Help in tangible ways to equip and enhance African languages so that they can *officially* exercise the primary role they are called on to play in building nation states and the African Union;
- Strictly comply with the standards and scientific, theoretical and practical foundations that govern the development, design, editing and publication of this type of reference work.

Continued on page 27

Réformer sans défigurer

André Senecal

L'auteur nous présente une recension du livre de François de Closets, *Zéro faute – L'orthographe, une passion française*, paru en 2009 aux Éditions Mille et une nuits.

On ne compte plus les livres sur l'orthographe ou sa réforme. Écrivains et grammairiens se sont succédé, qui pour célébrer, qui pour condamner cette orthographe considérée comme la plus difficile à apprendre. Aussi sommes-nous un peu méfiants de voir un journaliste scientifique n'appartenant pas au sérail naturel des « brillants causeurs » venir nous donner son opinion sur la question. D'entrée de jeu, François de Closets nous avoue que l'orthographe a toujours été sa bête noire. Force est de constater qu'après plus de vingt livres à son actif, les choses semblent s'être tassées. Du même souffle, il nous prévient qu'il préconise une réforme générale de l'orthographe et nous convie ni plus ni moins à la tumultueuse mais néanmoins passionnante histoire de l'orthographe française pour prouver son point de vue.

Et de fait, appliquant un raisonnement cartésien implacable qui n'est pas étranger à sa fonction de journaliste scientifique, Closets nous présente les aberrations de notre orthographe dans une démarche historique fort instructive, stimulée par un style des plus alerte. S'il flirte dangereusement avec la notion de « logique » appliquée à la langue, ses démonstrations sont malgré tout fort convaincantes, surtout lorsqu'une bizarrerie lexicale demeure sans justification. La réforme cherche à mettre fin aux aberrations de l'orthographe pour en faciliter l'apprentissage.

Certaines réformes ne semblent pas poser problème. Par exemple, en français, la règle prescrit qu'une voyelle surmontée d'un tréma se prononce séparément plutôt que de changer de son en se combinant à une autre voyelle, ce qu'on peut vérifier dans la paire de mots *froide/humanoïde*. Cependant, dans le féminin des adjectifs terminés par *-gu*, le tréma surmonte le *-e* marquant le féminin, mais c'est la voyelle précédente qui se prononce (*aiguë, contiguë, exiguë, ambiguë*). Une réforme de l'orthographe ramenant le tréma sur la voyelle réellement prononcée ne cassera pas trois pattes à un canard. Mais notre érudit journaliste ne s'en tient pas là : sans prôner ouvertement la phonétisation de l'écriture, il préconise, entre autres, la disparition des vestiges étymologiques des mots (par exemple *ph* et *th* venant du grec), sous prétexte que les consonnes qui ne se prononcent pas devraient être éliminées. Il part du principe que si cette déformation de l'orthographe n'oblitère pas le sens, elle n'aura aucun effet sur l'usage. Pourtant, il peut arriver qu'on puisse comprendre le sens d'un mot aperçu pour la première fois si, le cas échéant, il est possible de remonter à ses racines grecques ou latines. Réformer cette particularité pourrait en amener plus d'un à déchirer sa chemise en public.

Qu'on soit pour ou contre une réforme généralisée de l'orthographe, les arguments de Closets sont sérieux et difficilement contestables d'un point de vue purement « logique ». Ne serait-ce que le mot même d'« orthographe », qui devrait s'écrire « orthographie », sur le modèle de géographie, photographie ou calligraphie. Est-ce que vous « orthographez » ou orthographiez? Incontestable, vous dis-je.

Mais voilà! L'orthographe est une passion française qui a été sacralisée par une élite pour être transmise selon les canons de la rectitude langagière. Pourtant, après l'ordonnance (Closets parle de l'édit…) de Villers-Cotterêts, en 1539, qui établit le français comme langue officielle en France, une effervescence de réformes de l'orthographe se succèdent entre 1650 et 1835 selon les humeurs de l'usage. Ce n'est que vers le milieu du XIXe siècle que s'est figée l'orthographe telle qu'on la connait aujourd'hui. Les écrivains tiennent le haut du pavé, et l'on s'en remet à leur jugement « éclairé » sur la question. Closets de constater : « Ce n'est pas le savoir, mais la notoriété qui confirme l'autorité. » La dictée devient la voie royale de l'apprentissage de l'orthographe. On excuse quelqu'un de ne pas avoir la « bosse des maths », mais on couvre d'opprobre celui qui ne parvient pas à maîtriser l'orthographe. La honte le guette, si ce n'est la culpabilité caractéristique de la morale judéo-chrétienne. D'ailleurs, ne commet-on pas une « faute » d'orthographe plutôt qu'une erreur?

L'orthographe française est une des plus difficiles à maîtriser tant les exceptions (pas toujours justifiées…) sont nombreuses. Il y a d'un côté ceux qui ne veulent absolument pas que l'orthographe subisse l'outrage de quelque réforme que ce soit, de l'autre, ceux qui veulent phonétiser au point d'aligner l'orthographe française sur l'espagnole. Au milieu se trouvent ceux qui proposent une réforme raisonnable et limitée des aberrations les plus criantes. Parmi eux, les linguistes, dont on n'avait jamais sollicité l'avis jusqu'à présent, les écrivains occupant tout le terrain. Par ailleurs, si Maurice Druon vouait aux gémonies toute réforme de l'orthographe, le général de Gaulle, une lame plus que fine dans la maîtrise de la langue française, favorisait discrètement une « rectification ».

La dernière réforme de l'orthographe a été publiée au *Journal officiel de la République française* en 1990. Elle touche plus de 2000 mots et se présente sous la forme de recommandations non obligatoires. À ce jour, plus de 60 % d'entre elles sont passées dans l'usage.

François de Closets aborde aussi la « menace » que représenteraient les SMS, ces minimessages d'écrans d'appareils mobiles (téléphones cellulaires, par exemple), pour la dégradation de l'orthographe. Selon lui, il n'y a pas péril en la demeure, car ces minimessages servent à transmettre une parole à la volée et non un texte à proprement parler, des contraintes d'espace et de tarif expliquant cette façon d'écrire. D'ailleurs, les auteurs de ces messages reprennent une orthographe plus conforme aux règles lorsqu'ils rédigent normalement un texte.

Au vu des nombreuses références et des personnages historiques et politiques cités, un index aurait été très utile. Closets nous présente de façon captivante les péripéties de l'orthographe française tout en prêchant pour sa paroisse. Mais il reconnait, comme François Mitterrand, qu'il faut « donner du temps au temps ». Enfin, l'auteur conclut en nous invitant à « aimer notre langue comme il convient : avec passion pour le français, avec raison pour l'orthographe ». ■

La petite histoire d'une expression

Fanny Vittecoq

C'est une autre paire de manches

L'expression *C'est une autre paire de manches* signifie « c'est une autre affaire, souvent plus difficile ou compliquée que celle dont on vient de parler » : *Siffler, les gens y arrivent. Mais siffler avec un craquelin dans la bouche, c'est une autre paire de manches! Qu'il fréquente cette femme, soit; mais qu'il l'épouse, c'est une autre paire de manches.*

L'expression est attestée en 1611. Au Moyen Âge, la tenue usuelle comprenait des demi-manches qui recouvraient les vêtements du coude au poignet. Or, ces demi-manches étaient amovibles, ce qui permettait de « rafraîchir » sa tenue entre deux activités ou de rehausser son allure sans faire trop de frais. Les amoureux auraient échangé une paire de manches comme gage de fidélité amoureuse. Dans ce contexte, *changer de manches* signifiait « changer d'amoureux ». Une autre tradition consistait pour les femmes à remettre leurs manches à leur soupirant avant un tournoi; celui-ci les affichait alors fièrement sur sa lance ou sur son bouclier. Mais selon une autre hypothèse, l'expression proviendrait plutôt du milieu commercial : elle aurait signifié « c'est un autre article » à fabriquer ou à coudre.

De nos jours, s'il n'est plus coutume de changer de manches, on *relève* ou on *retrousse ses manches* pour travailler ou pour être plus à l'aise. Au sens figuré, ces expressions signifient « se mettre au travail avec ardeur ». ■

L'Institut d'été de jurilinguistique prend de l'ampleur

The Summer Institute of Jurilinguistics is expanding

Iliana Auverana

Translation: Dennis Maloney, C. Tr.

L'Institut d'été de jurilinguistique est un forum annuel créé dans le but de faire connaître les travaux de jurilinguistique au Canada et de favoriser les échanges entre langagiers du droit canadien. La jurilinguistique consiste en l'étude linguistique du discours juridique. Étant donné que chaque système de droit (droit civil et common law) et chaque langue a ses particularités, elle cherche plus spécifiquement à élaborer des techniques pour améliorer la qualité des textes juridiques en respectant la complexité et les nuances de chaque système ainsi que le génie de la langue. Elle s'exerce également dans des contextes unilingues et multilingues et dans un cadre juridique unisystémique ou multisystémique.

Pour ces raisons, présenter les règles du droit de manière claire dans les textes juridiques demeure une préoccupation dans le milieu juridique. Cette préoccupation est encore plus marquée au Canada en raison du dualisme juridique et législatif et, par conséquent, du besoin de promouvoir l'accès à la justice dans les deux langues officielles. Dans ce contexte, la jurilinguistique prend une importance grandissante. Pour appuyer et promouvoir les activités en la matière, les centres de jurilinguistique ont proposé la création de l'Institut d'été de jurilinguistique.

Les débuts de l'institut d'été

La rencontre inaugurale de ce forum a eu lieu le 5 août 2005 à la Faculté de droit de l'Université McGill, à Montréal. Y ont participé une vingtaine de jurilinguistes venant, pour la plupart, des quatre centres canadiens de jurilinguistique : le Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ) de l'Université de Moncton, le Centre de traduction et de documentation juridiques (CTDJ) de l'Université d'Ottawa, l'Institut Joseph-Dubuc (IJD) du Collège universitaire de Saint-Boniface, à Winnipeg, et le Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec (CRDPCQ) de l'Université McGill. Cette première rencontre a porté sur trois aspects de la pratique de la jurilinguistique : la traduction de la jurisprudence, l'intégration de la terminologie normalisée et la lexicologie juridique.

Le 4 août de l'année suivante, l'auditoire s'est élargi. Une trentaine d'experts, de chercheurs et d'étudiants ont ainsi pu entendre des exposés traitant de sujets tels que la formation des jurilinguistes au Canada, la traduction des citations dans les jugements et la terminologie relative au droit des biens.

The Summer Institute of Jurilinguistics is an annual forum held to raise awareness of jurilinguistic activities in Canada and promote information sharing between legal language professionals across the country. Jurilinguistics is the study of legal discourse from a language perspective. Because each legal system (civil law and common law) and each language has its own special characteristics, jurilinguistics specifically seeks to define methods for improving the quality of legal texts while taking into account the complexity and shades of meaning of each system and the unique character of each language. It also has applications in unilingual and multilingual contexts and within single-system and multi-system legal frameworks.

For these reasons, it is an ongoing concern of the legal community to be able to set out the rules of law clearly in legal texts. This concern is more pronounced in Canada because of Canada's legal and legislative duality and consequently because of the need to promote access to the justice system in both official languages. In this context, jurilinguistics is taking on increasing importance. To support and promote jurilinguistic activities, the jurilinguistic centres proposed that a Summer Institute of Jurilinguistics be established.

Summer Institute beginnings

The Summer Institute's first meeting was held on August 5, 2005 in Montréal at the McGill University Law Faculty. In attendance were about 20 jurilinguists, mostly from the Canada's four jurilinguistic centres: the Centre de traduction et de terminologie juridiques (CTTJ) at the Université de Moncton, the Centre for Legal Translation and Documentation (CLTD) at the University of Ottawa, the Institut Joseph-Dubuc (IJD) at the Collège universitaire de Saint-Boniface in Winnipeg, and the Quebec Research Centre of Private and Comparative Law (QRCPCL) at McGill University. The topics at this meeting had to do with three aspects of the practice of jurilinguistics: translation of jurisprudence, integration of standardized terminology and legal lexicology.

At the meeting held on August 4 of the following year, the number of participants increased. About 30 experts, researchers and students attended presentations on topics as varied as the training of jurilinguists in Canada, the translation of quotations in judgments and property law terminology.

Coup d'œil sur l'Institut de 2009[1]

L'Institut a fait relâche en 2007 et 2008, puis le projet a été relancé en 2009 : une troisième rencontre a eu lieu le 31 août dernier, à la Faculté de droit de l'Université McGill. Le nombre de participants a encore augmenté. En effet, plus de quatre-vingt personnes venant de divers milieux liés à la jurilinguistique y assistaient : représentants de différentes cours, fonctionnaires, avocats, notaires, professeurs et chercheurs universitaires.

Les deux premiers exposés ont fait ressortir des difficultés inhérentes à la traduction. M[e] Francie Gow, avocate-traductrice, a souligné l'importance de se rendre compte de ses lacunes dans les questions de droit et de procédure. Ensuite, M[me] Jimena Andino Dorato, avocate argentine, a décrit l'expérience de la publication d'une édition trilingue du *Code civil du Québec* (français, anglais et espagnol) en tant qu'étude de cas jurilinguistique. Selon elle, le traducteur doit jouer le rôle d'interprète.

Les techniques employées par le Comité de normalisation du vocabulaire français de la common law dans le cadre de la Promotion de l'accès à la justice dans les deux langues officielles (PAJLO) ont été présentées lors d'une table ronde. Trois membres du Comité, Sylvette Savoie Thomas (CTTJ), Isabelle Chénard (CTDJ) et l'auteure (Bureau de la traduction du Canada), ont respectivement entretenu l'auditoire du processus de normalisation, de la rédaction d'un dossier de normalisation et des publications produites par le Comité.

M[me] Gisèle Barnabé, directrice de l'IJD, a analysé la possibilité d'employer dans le domaine juridique le modèle de formation en français offert aux professionnels du domaine de la santé au Manitoba. Ensuite, M[me] Aileen Doetsch, traductrice pour l'Institut Max Planck de Hambourg, en Allemagne, a fait un exposé sur les difficultés liées à la diversité des langues et des systèmes juridiques auxquelles doivent faire face les traducteurs de l'Union européenne quand ils traduisent des textes de doctrine.

Pour terminer, M. Nicholas Kasirer, juge à la Cour d'appel du Québec, a décrit son projet, qui porte sur la traduction anglaise de la pensée de Gérard Cornu, maître d'œuvre du *Vocabulaire juridique* et auteur de l'ouvrage *Linguistique juridique*. M. Kasirer tente de déterminer dans quelle mesure la traduction anglaise respectera le français civiliste de Cornu.

Un bel avenir pour l'Institut d'été

L'Institut d'été se veut un forum de perfectionnement des connaissances en jurilinguistique. Il vise la consolidation de la mise en réseau des participants et le transfert des savoir-faire. Appréciée par tous les participants, cette activité est maintenant reconnue par le Barreau du Québec dans le cadre de la formation obligatoire. Les organisateurs ont discuté de la possibilité d'entreprendre des démarches pour que ce forum soit reconnu par d'autres barreaux. La prochaine rencontre devrait avoir lieu en août 2010. ■

1 Pour le résumé des exposés, l'auteure s'est inspirée du texte portant sur le troisième Institut d'été, hébergé sur le site suivant : http://francais.mcgill.ca/crdpcq/activities/pastevents/jurilinguistics/. McGill, Le troisième institut d'été de jurilinguistique.

2009 Institute in brief[1]

After a hiatus in 2007 and 2008, the Institute was relaunched in 2009 with a third meeting held on August 31 at the McGill University Law Faculty. Again the number of participants increased, with over 80 people from various communities associated with jurilinguistics attending: representatives of various courts, public servants, lawyers, notaries and university professors and researchers.

The first two presentations dealt with problems inherent to translation. Lawyer and translator Francie Gow emphasized the importance of being aware of what we do not know about the law and procedural issues. Later, Argentine lawyer Jimena Andino Dorato described the experience of publishing a trilingual edition of the *Civil Code of Québec* (French, English and Spanish) as a jurilinguistics case study. She said that the translator must play the role of interpreter.

The methods used by the Committee for the Standardization of the French Vocabulary of Common Law for the purposes of Promoting Access to Justice in Both Official Languages (PAJLO) were outlined during the round table discussion. Three Committee members, Sylvette Savoie Thomas (CTTJ), Isabelle Chénard (CLTD) and the author (Translation Bureau of Canada), talked to the participants about standardization procedures, drafting of standardization files and publications produced by the Committee.

IJD Director Gisèle Barnabé spoke about the potential for applying the French-language training model for health-care professionals in Manitoba to the legal field. In addition, Aileen Doetsch, a translator for the Max Planck Institute in Hamburg, Germany, gave a presentation on the problems associated with the diversity of languages and legal systems that European Union translators must contend with when they translate legal doctrine texts.

In closing, Justice Nicholas Kasirer of the Quebec Court of Appeal described his project pertaining to the English translation of the thoughts of Gérard Cornu, who compiled the *Vocabulaire juridique* and authored *Linguistique juridique*. Justice Kasirer wonders how faithful the English translation will be to Cornu's civil law French.

Bright future for the Summer Institute

The Summer Institute is intended to be a forum where participants can further develop their knowledge of jurilinguistics and where the networking of participants and the transfer of know-how can be consolidated. This activity, well received by all participants, is now recognized by the Barreau du Québec as part of mandatory training. The organizers have discussed the possibility of taking steps to have this forum recognized by other bar associations. The next meeting is expected to be held in August 2010. ■

1 To summarize the presentations, the author relied on an article about the third Summer Institute posted on the following website: http://www.mcgill.ca/crdpcq/activities/pastevents/jurilinguistics/. McGill, Third Summer Institute of Jurilinguistics.

Responsable, mais de quoi?

Jacques Desrosiers

Q. *J'ai une question concernant « responsable de + infinitif », car je crois me souvenir que c'était une correction que j'ai vue souvent dans mes textes. Toutefois, je révise actuellement un texte de ma recrue et je suis tentée de corriger ce que je crois donc être une erreur, mais là problème : je n'ai pas de source. Pouvez-vous m'éclairer? Merci!*

R. Les traducteurs ont souvent des scrupules face à l'emploi de l'infinitif après *responsable de*, tout comme après le substantif *responsabilité de*. On veut bien être *responsable de la gestion*, mais pas jusqu'à être *responsable de gérer*, ni se voir confier *la responsabilité de gérer*. Il y a plusieurs années, une « fiche-repère » du Bureau de la traduction recommandait d'éviter les deux tours.

La réserve viendrait de ce que la personne qui est responsable a pour fonction première de *rendre compte* de la chose dont elle est responsable, sans être elle-même nécessairement la personne qui *fait* cette chose. Bien sûr, rien ne lui interdit de passer aux actes. Si on vous donne comme responsabilité la protection d'un personnage important, libre à vous de confier la tâche à des gardes du corps dont vous coordonnerez le travail ou de servir vous-même de bouclier. L'important est que votre responsabilité consiste d'abord et avant tout à *rendre compte*, à *répondre* de tout ce qui peut arriver. Être responsable, c'est répondre. Or l'infinitif sert à exprimer une *action*. Ainsi *responsable* et *responsabilité* mettent l'accent sur l'idée de rendre compte, l'infinitif sur celle d'agir. Voilà pourquoi les deux ne s'entendraient pas.

Derrière cet interdit se cache au fond une vaste question philosophique : qu'entend-on par *faire une chose*? On confie au ministre de la Défense la responsabilité de la défense du pays : pas d'infinitif parce qu'il ne défend pas lui-même le pays, ne prend pas les armes, n'accomplit pas l'action qu'exprimerait le verbe *défendre*. Son rôle est de prendre les mesures nécessaires pour que le pays soit défendu, en distribuant et en coordonnant les tâches. Il ne court pas le risque de mourir au champ d'honneur, mais il devra répondre de tout problème.

Mais même si le ministre se contente de veiller à ce que le pays soit défendu par d'autres que lui, n'est-il pas en train de *faire* quelque chose qui consiste justement à *défendre* le pays? Il est peu intuitif de penser que la défense est assurée seulement par le soldat armé ou le pilote du CF-18. Dira-t-on que Napoléon n'a pas vraiment fait la guerre parce que l'arme principale qu'il utilisait sur les champs de bataille était la lunette d'approche?

En cas de problèmes, un député de l'opposition pourrait bien interpeller le ministre à la Chambre : « Le ministre avait la responsabilité de défendre le pays. » Car sa tâche n'est-elle pas à la fois de *défendre* et de *rendre compte*? Notre responsable de la protection ne se contente pas lui non plus de rendre des comptes : il doit orchestrer un ensemble d'activités qui au bout du compte consistent à *protéger* quelqu'un. De même, le cadre à qui on confie la responsabilité de la gestion d'un service ne doit pas simplement rendre compte : il gère.

Il semble donc raisonnable d'ouvrir la porte à l'infinitif. De grands écrivains ne s'en sont pas privés, comme le montrent les exemples qu'on trouve au fil des articles, depuis longtemps d'ailleurs, dans le *Grand Robert* et le *Trésor de la langue française*.

Colette :

> *Une responsabilité constante pèse sur nous tous, – celle de protéger, de prolonger, d'embellir ma scintillante, ma précieuse petite vie d'elfe.*
> (à l'entrée *constant* du *Grand Robert*)

Jean d'Ormesson :

> *Bon nombre d'historiens [...] ont la responsabilité assez lourde d'avoir contribué à cette contagion.*
> (entacher)

Jacques Chardonne :

> *Pauline prenait la responsabilité de modifier les chiffres.*
> (faux)

Quelques grandes signatures aussi dans le *Trésor* :

De Gaulle :

> *Je ne vous ai pas caché dans quel esprit j'acceptais la responsabilité de former et de diriger le gouvernement.*
> (former)

Cendrars :

> *[...] il assumait l'écrasante responsabilité de ravitailler les armées et la population civile.*
> (écrasant)

Étienne Gilson :

> *Tout se passait donc, pour les penseurs du moyen âge, comme s'ils eussent été chargés de la double responsabilité de maintenir une philosophie de la nature, tout en édifiant une théologie de la surnature, et d'intégrer la première à la seconde en un système cohérent.*
> (surnature)

Dans *Régionalismes québécois usuels*, publié en 1983, Robert Dubuc et Jean-Claude Boulanger créaient la phrase suivante pour illustrer en contexte l'emploi de *sous-ministre* :

> *C'est au ministre que revient la responsabilité de choisir son sous-ministre.*
> Conseil international de la langue française, 1983, p. 168

Et à l'entrée *charge* le *Trésor* définit ainsi *se charger de* : « Prendre sur soi la responsabilité ou le soin de quelque chose ou de faire quelque chose ».

Mais les exemples avec *responsable* sont plus rares. Dans les grands dictionnaires, je n'en ai trouvé que deux sous la plume d'écrivains. La première d'un auteur qui est une référence en français, Paul Léautaud :

> *On n'est pas plus responsable d'être intelligent que d'être bête.*
> (entrée *bête* du *Grand Robert*)

L'autre, à *pilule* dans le *Trésor*, de Louis-Ferdinand Céline, qui n'est peut-être pas cependant un modèle pour tout le monde :

> *Il en rigolait au souvenir... J'ai rien répondu... Je voulais pas être responsable de lui redorer la pilule...*

On se doute que le tour n'est pas absent des journaux ni d'Internet. Je n'en donne que quelques exemples pour compléter le tableau. Souvent ils apparaissent dans les pages d'organismes publics ou internationaux, de ministères, d'établissements scolaires, de diverses organisations, – signe que le tour a peut-être trouvé sa place dans la langue administrative.

Tel ce communiqué du Secrétaire général de l'ONU publié en septembre dernier :

> *Ce matin, l'Assemblée générale a adopté sa première résolution sur la responsabilité de protéger, prenant note de mon rapport sur la mise en œuvre de la responsabilité de protéger...*
> http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=20059&Cr=droits&Cr1=prot%E9ger
> (consulté le 19 janvier 2010)

On entend beaucoup parler de cette « responsabilité de protéger » depuis quelques années. Dans les documents officiels du Sommet mondial de 2005 où a été sanctionnée la notion, les rédacteurs ou les traducteurs de l'ONU parlaient du « devoir de protéger ». Mais *responsabilité* s'est répandu, sans doute sous l'influence de l'anglais. Aujourd'hui les sites officiels du Canada et de la France ont des sections entières consacrées à la « Responsabilité de protéger ».

Traduction officielle de la déclaration du président Obama à l'annonce du prix Nobel de la paix :

> *Tous ont la responsabilité de démontrer leurs intentions pacifiques.*
> http://www.america.gov/st/peacesec-french/2009/October/20091009174743eaifas0.130047.html
> (consulté le 19 janvier 2010)

Selon les termes employés par l'AFP et le *Monde*, les avocats français se sont mis en grève en 2007 :

> *[...] pour protester contre un projet du gouvernement envisageant de confier aux notaires la responsabilité de prononcer des divorces par consentement mutuel.*
> *Le Monde*, le 19 décembre 2007

Encore une fois, l'adjectif est moins fréquent. Mais il est quand même très présent. Nicolas Sarkozy fait comme De Gaulle :

> *Je vais proposer à New York que l'on travaille au rétablissement de cette confiance [...] avec une réunion du Quartet, qui est officiellement responsable de suivre ces évolutions.*
> http://elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais_archives/les_dossiers/proche-orient/documents/extraits_de_l_entretien_accorde_a_europe_1.69504.html

Sur le site du ministère de la Santé du Luxembourg :

> *Ces personnes sont aussi responsables de suivre toutes consignes et messages radiodiffusés.*
> http://www.ms.public.lu/fr/activites/radioprotection/protect-popul-nucleaire/blocage-thyroidien/progr-distribution/index.html

Dans le plan établi par l'École Polytechnique de Montréal pour faire face à la grippe H1N1, adjectif et substantif sont employés avec l'infinitif :

> *Les enseignants sont responsables d'assurer la continuité de l'enseignement dans leur cours.*
> *Les professeurs du département, avec l'appui de leurs étudiants, des techniciens, des chercheurs et des associés de recherche, ont la responsabilité d'assurer la continuité des activités critiques de recherche.*
> http://www.polymtl.ca/cgm/docs/Plan_CGM2009.pdf

Article d'un accord officiel entre un ministère français et un groupe de syndicats :

> *[...] l'organisme paritaire chargé de leur répartition étant seul responsable de suivre leur utilisation et d'en rendre compte auprès de l'administration.*
> http://www.1.centre-inffo.fr/v2/cpub/NT3207.phtml

Exemple tiré du journal *La Croix* du 28 juillet 2009 :

> *En rendant chacun responsable de gérer sa propre retraite dans un système où il n'est pas question d'augmenter les cotisations ni d'emprunter pour payer les pensions, on mise sur le bon cheval.*

Souvent *responsable* se fait accompagner de l'infinitif passé :

> *S'il accepte, c'est lui [le gouvernement] qui sera responsable d'être intervenu dans le champ parlementaire alors que le débat n'est pas terminé.*
> *Le Monde*, le 16 décembre 2008 (déclaration du Syndicat national des journalistes)

---

1 [illegible]

Mais les banques, comme le Crédit mutuel, sont responsables d'avoir délivré des prêts sans passer un coup de fil à l'emprunteur.
Le Monde, le 24 février 2009

C'est le sens moral, où il faut rendre compte de ses actes, de dommages commis, comme dans l'exemple de d'Ormesson cité plus haut. On a vu que dans les textes de l'ONU, le mot a davantage le sens de « devoir ». Parfois il veut simplement dire « être l'auteur de ». Il peut aussi avoir le sens d'« être chargé de », mais à condition d'avoir l'initiative de décisions, d'être juché à une certaine hauteur dans l'organisation. *responsable* ne peut simplement vouloir dire « devoir faire telle chose ». On voit que le sens du mot varie d'un contexte à l'autre. Il serait peu commode de distribuer les permissions et les interdits syntaxiques en fonction de nuances de sens parfois fines.

Il faut remarquer que la construction semble plus répandue au Canada qu'en France. Si je me fie à AltaVista, il y a deux fois plus de *responsabilité de gérer*, et beaucoup plus de *responsable de gérer*, sur les sites canadiens que sur les sites français. Les deux tours ont quand même une présence soutenue dans l'usage européen.

On peut comprendre les réticences. La construction n'est pas mentionnée comme telle dans les entrées correspondantes des dictionnaires, ce qui peut incliner à penser qu'elle ne fait pas partie du français standard. D'autre part, il est évident que l'adjectif est moins aimé que le substantif. Beaucoup de traducteurs qui acceptent l'infinitif après *responsabilité* hésitent devant *responsable*.

Mais les deux tours semblent être en train de s'installer de plain-pied dans l'usage. On ne peut les interdire au nom du sens. Leur syntaxe n'a rien de choquant. Sur le plan du style, ils coulent souvent de source, ce qui est un avantage décisif pour les locuteurs. On peut bien s'entêter à décréter qu'il faudrait dire : *être responsable du choix du sous-ministre*. Mais ce tour accumule les « de » et contient une ambiguïté qu'évite habilement *être responsable de choisir le sous-ministre*, où *l'action* de choisir se rapporte directement à celui qui doit en répondre.

Il est douteux que les réticences survivent encore longtemps. Il faut toutefois ménager la susceptibilité des lecteurs réfractaires à tout ce qui n'est pas consigné dans les dictionnaires avec des points sur les *i*. On ne peut tordre le bras à l'usage non plus; se mettre à employer systématiquement un tour controversable peut provoquer de la résistance. Se le permettre, avec modération, et exiger des preuves de ceux qui crient à la faute. ■

Suite de la page 20

S'il vous est possible, aujourd'hui, de feuilleter la version papier de cet ouvrage, c'est aussi et surtout grâce au travail de finition remarquable réalisé par les collaborateurs de la DNT : relecture, mise au net et mise en page des textes, conception graphique, mise en forme du produit final, suivi des travaux d'édition et de publication, etc. Sachez aussi que la version électronique est disponible sur le site Web du Bureau de la traduction [**http://www.btb.gc.ca**] et que les non-voyants y ont aussi accès s'ils utilisent un lecteur d'écran qui fonctionne sur les sites Web conformes à la NSI 2.0 (normalisation des sites Internet du gouvernement du Canada). ■

Continued from page 20

If you are now able to leaf through a hard copy of this reference work, it is also because of the outstanding final production work carried out by the TSD employees who reread the material, finalized and determined the layout of the text, did the graphic design work, formatted the final product, looked after post-editing and post-publication, and so on. The electronic version of the *Glossary* is available on the Translation Bureau website at **http://www.btb.gc.ca**. In addition, persons with visual impairment can access the *Glossary* if they use a screen reader that works on websites that comply with the Government of Canada's Common Look and Feel 2.0 standard. ■

Irma Nunan

Volume 7/1 • Mars/March 2010

Terminología de enfermedades respiratorias

Las **enfermedades respiratorias** son una de las principales causas de **mortalidad** a nivel mundial, sobre todo en los países en vías de desarrollo y en la población infantil.

La aparición de nuevas **enfermedades respiratorias** como el **síndrome respiratorio agudo severo** (**SARS**, por su sigla en inglés) a finales de 2002 en el sur de China, la **gripe aviar**, la cual brotó en más de 19 países, la mayoría europeos, en 1997 y la más reciente **gripe**, la **gripe porcina A (H1N1)** en México, en abril de 2009, ha sido causa de seria preocupación en años recientes.

Es por ello que consideramos oportuno proporcionar información al respecto de algunos términos relacionados con las **enfermedades respiratorias**.

Comenzaremos con **brote epidémico**, o simplemente **brote.** Es un término que se define como: "la aparición de un número inusual de casos de una **enfermedad** concreta, **infecciosa** o no, en relación con los valores esperados". De igual forma, puede referirse a la aparición de una **enfermedad** en una región hasta entonces libre de ella o a la presencia relevante de una **intoxicación aguda colectiva**. Los casos de **legionelosis** ocurridos en 1976 entre los participantes de una convención en Filadelfia (EE. UU.) es un buen ejemplo de **brote epidémico**.

Epidemia es una **enfermedad** que ataca simultáneamente a un gran número de individuos, y que (de acuerdo a la Real Academia Española, RAE) se propaga durante algún tiempo por un país. El **SARS** y la **gripe aviar** son ejemplos claros de **epidemias** altamente **patógenas**.

Los términos **epidemia** y **brote** tienen significado muy parecido, por lo cual es frecuente que se utilicen como sinónimos. Sin embargo, en la profesión médica cuando se habla de **epidemia**, no sólo se toma en consideración la implicación médica de la **enfermedad**, sino también las consecuencias políticas, económicas y legales importantes que conlleva. Es por ello que, en la mayoría de los casos, cuando se trata de una **enfermedad** cuya **propagación** es limitada y que es más fácil de controlar, los médicos prefieren utilizar el término **brote**, en lugar de **epidemia**, a fin de evitar un impacto severo en la opinión pública.

Pandemia, de acuerdo a la RAE, es una **enfermedad epidémica** que se extiende a muchos países o que ataca a casi todos los individuos de una localidad o región. Según las Naciones Unidas (ONU), una **pandemia** es una **enfermedad** que ataca en dos continentes a la vez. El **cólera** y la **peste bubónica** son ejemplos claros de **pandemias.**

Endemia es una **enfermedad** característica de un espacio geográfico poco extenso. La **tuberculosis**, la cual continúa siendo bastante común en los países de América Latina, es un ejemplo de **endemia**.

Catarro, de acuerdo a la RAE, **es una inflamación aguda** o **crónica** de las **membranas mucosas**, con aumento de la **secreción** habitual de **moco**, mientras que **gripe** (**influenza**) es una **enfermedad epidémica aguda**, acompañada de **fiebre y con manifestaciones variadas, especialmente catarrales.**

Según el tipo de **virus** de que se trate, existen tres tipos de **gripe**: **tipo A, tipo B** y **tipo C**. La **gripe A** se caracteriza por ser una **enfermedad** potencialmente severa así como por ser causa de **brotes epidémicos**. La **gripe B** usualmente es una **enfermedad** menos severa que se relaciona con casos esporádicos. La **gripe C** raras veces ocasiona una **respuesta patológica** siendo el tipo más leve de **influenza**.

La primera parte del nombre de un **virus** de **gripe** se refiere al **tipo** (**A**, **B** o **C**), la segunda parte, el subtipo, indica el tipo de **proteínas** que constituyen la **cápside** del **virus**: **hemaglutinina** (**H**) y la **neuraminidasa** (**N**), las cuales permiten al **virus** adherirse y penetrar en las células para infectarlas y multiplicarse.

Debido a que los **virus** de la **gripe** están en constante **mutación**, siempre se dan nuevas variantes de **gripe** en la naturaleza. Por ejemplo, la nueva línea de **influenza** llamada **gripe porcina A(H1N1)** es una combinación de **virus** porcino, aviar y humano, el cual posee **hemaglutinina** (**H**) de porcinos y **neuraminidasa** (**N**) de humanos y contra la cual tenemos una **inmunidad innata** baja o casi nula.

Para terminar, podemos asegurar que en la actualidad, es vital el estar bien informado acerca de las **enfermedades respiratorias**, ya que constituyen un importante problema de **salud pública** debido a su elevada **incidencia, morbilidad** y **mortalidad,** siendo en muchos países la principal causa de consulta en las Salas de Urgencia de los hospitales y la tercera causa de muerte en la población.

A continuación le ofrecemos una lista trilingüe, inglés, francés y español, de términos utilizados en el campo de la epidemiología. Si desea adquirir más información sobre dichos términos o bien sobre términos relacionados con otro campo, lo invitamos cordialmente a consultar *TERMIUM Plus*®, la base de datos terminológicos y lingüísticos del Gobierno de Canadá, disponible de forma gratuita en Internet. ■

ENGLISH	FRANÇAIS	ESPAÑOL
acute disease	maladie aiguë (n.f.)	enfermedad aguda (n.f.)
acute epidemic infectious disease	maladie infectieuse aiguë et épidémique (n.f.)	enfermedad infecciosa aguda y epidémica (n.f.)
acute inflammation	inflammation aiguë (n.f.)	inflamación aguda (n.f.)
acute respiratory disease	maladie respiratoire aiguë (n.f.)	enfermedad respiratoria aguda (n.f.)
avian influenza	grippe aviaire (n.f.) influenza aviaire (n.f.)	gripe aviar (n.f.) influenza aviar (n.f.)
bubonic plague	peste bubonique (n.f.)	peste bubónica (n.f.)
capsid	capside (n.f.)	cápside (n.f.)
catarrh	catarrhe (n.m.)	catarro (n.m.)
cholera	choléra (n.m.)	cólera (n.m.)
chronic disease	maladie chronique (n.f.)	enfermedad crónica (n.f.)
chronic inflammation	inflammation chronique (n.f.)	inflamación crónica (n.f.)
collective acute poisoning	intoxication aiguë collective (n.f.)	intoxicación aguda colectiva (n.f.)
communicable disease	maladie transmissible (n.f.)	enfermedad transmisible (n.f.)
contagious disease	maladie contagieuse (n.f.)	enfermedad contagiosa (n.f.)
endemia	endémie (n.f.)	endemia (n.f.)
epidemic	épidémie (n.f.)	epidemia (n.f.)
epidemic disease	maladie épidémique (n.f.)	enfermedad epidémica (n.f.)
epidemic outbreak	poussée épidémique (n.f.)	brote epidémico (n.m.); brote (n.m.)
epidemiology	épidémiologie (n.f.)	epidemiología (n.f.)
fever	fièvre (n.f.)	fiebre (n.f.)
hemagglutinin	hémagglutinine (n.f.)	hemaglutinina (n.f.)
incidence	incidence (n.f.)	incidencia (n.f.)
infectious disease	maladie infectieuse (n.f.)	enfermedad infecciosa (n.f.)
influenza	grippe (n.f.); influenza (n.f.)	gripe (n.f.); influenza (n.f.)
influenza A	grippe A (n.f.); influenza A (n.f.)	gripe A (n.f.); influenza tipo A (n.f.)
influenza A (H1N1)	grippe A (H1N1) (n.f.)	gripe porcina A(H1N1) (n.f.); influenza porcina A(H1N1) (n.f.)
influenza B	grippe B (n.f.); influenza B (n.f.)	gripe B (n.f.); influenza tipo B (n.f.)

ENGLISH	FRANÇAIS	ESPAÑOL
influenza C	grippe C (n.f.); influenza C (n.f.)	gripe C (n.f.); influenza tipo C (n.f.)
influenza epidemic	épidémie de grippe (n.f.)	epidemia de gripe (n.f.)
legionellosis	légionellose (n.f.)	legionelosis (n.f.)
morbidity	morbidité (n.f.)	morbilidad (n.f.)
mortality	mortalité (n.f.)	mortalidad (n.f.)
mucous membrane	muqueuse (n.f.)	membrana mucosa (n.f.)
mucus production	sécrétion de mucus (n.f.)	secreción de moco (n.f.)
mutated virus	virus mutant (n.m.)	virus mutante (n.m.)
mutation	mutation (n.f.)	mutación (n.f.)
natural immunity	immunité naturelle (n.f.)	inmunidad innata (n.f.); inmunidad natural (n.f.)
neuraminidase	neuraminidase (n.f.)	neuraminidasa (n.f.)
pandemic	pandémie (n.f.)	pandemia (n.f.)
pathogen	pathogène (n.m.)	patógeno (n.m.)
pathological	pathologique	patológico
pathological response	réponse pathologique (n.f.)	respuesta patológica (n.f.)
protein	protéine (n.f.)	proteína (n.f.)
public health	santé publique (n.f.)	salud pública (n.f.)
respiratory illness	maladie respiratoire (n.f.)	enfermedad respiratoria (n.f.)
secretion	sécrétion (n.f.)	secreción (n.f.)
severe acute respiratory syndrome; SARS	syndrome respiratoire aigu sévère (n.m.); SRAS (n.m.)	síndrome respiratorio agudo severo (n.m.); SRAS (n.m.); SARS (n.m.)
spread (n.)	propagation (n.f.)	propagación (n.f.)
tuberculosis; TB	tuberculose (n.f.)	tuberculosis (n.f.); TB (n.f.)
virus	virus (n.m.)	virus (n.m.)

Bibliografía

Navarra.es. "Estudio de brotes nosocomiales". [http://www.cfnavarra.es/salud/anales/textos/...html]. (20091207)

Organización de las Naciones Unidas. [http://www.un.org/]. (20091207)

Real Academia Española. [http://www.rae.es/]. (20091207)

Traduire le monde

André Racicot

Gentilés et genre grammatical : des dictionnaires toujours aussi imprécis

J'ai maintes fois dénoncé dans cette chronique les insuffisances des dictionnaires au regard des noms propres. Genre grammatical non indiqué ou sibyllin, absence de noms d'habitants, contradiction d'un article à l'autre… N'en jetez plus, la cour de notre frustration est toujours aussi pleine.

Les imprécisions des lexicographes nous déconcertent toujours. Le *Petit Larousse* et le *Robert des noms propres* sont mis à jour tous les ans, et on pourrait raisonnablement s'attendre à ce que les usages bien ancrés dans les médias y soient finalement consignés, surtout lorsqu'ils datent d'une ou de deux décennies. Pourtant, les éditions 2010 des deux ouvrages sont une nouvelle invitation à chercher une oasis dans le Sahara.

Appellations officielles et officieuses

Nous avons récemment fêté la chute du mur de Berlin et celle du communisme en Europe. Le Bélarus, ancienne république soviétique autrefois appelée *Biélorussie*, n'a toujours pas d'entrée dans le *Larousse*! Tout au plus est-il mentionné à l'article *Biélorussie* que la forme officielle est *Bélarus*. Forme officielle en effet, et ce, depuis 1991… Le langagier doit donc déjà connaître la correspondance entre les deux termes, sinon… il devrait consulter le *Robert* qui, lui, comporte un renvoi. Dans ce cas-ci, nous parlons d'une appellation officielle à l'ONU, appellation utilisée dans la correspondance diplomatique et les traités.

On ne trouve ni dans le *Robert* ni dans le *Larousse* une entrée pour *Centrafrique* et *Tchéquie*, deux surnoms couramment employés dans la presse française pour désigner la République centrafricaine et la République tchèque. Bien sûr, on pourra toujours arguer que la recherche au dictionnaire nous mène directement aux deux noms officiels, mais quand même. Pourquoi ne mentionne-t-on pas ces surnoms dans les articles, ne serait-ce que pour signaler un certain usage des journalistes?

Gentilés

Il est vrai que les dictionnaires tiennent parfois compte de cet usage des médias: pensons aux habitants de Sarajevo, appelés *Sarajéviens* dans la presse en général. Le gentilé est consigné depuis longtemps dans les dictionnaires. Il faut dire qu'il s'agit d'Européens, élément qui a peut-être fait pencher la balance…

Autre région dont il a été question dans les années 1990, le Chiapas, où une insurrection a éclaté. Les journalistes du *Monde diplomatique* et de *L'Express* ont introduit d'ingénieux néologismes, *Chiapanèques* et *Chiapasèques*, qui n'ont pas encore trouvé grâce auprès des lexicographes.

Qui n'a pas entendu parler de la bande de Gaza? Le nom de ses habitants? Mystère! Évitons tout de suite les dictionnaires, toujours muets sur la question, même s'il s'agit d'une région névralgique du Proche-Orient. On a déjà vu *Gazans* dans *L'Express*, supplanté par *Gazaouis*, tant dans ce périodique que dans d'autres publications.

Ces formes avec finale en *i* se voient pour d'autres gentilés : *Bagdadis*, *Émiratis*, *Qataris*. Les journalistes s'inspirent souvent d'une terminaison en *iye* des gentilés en arabe pour créer des noms d'habitants en français. Dans un article précédent[1], j'ai traité de cette question, pour en venir à la conclusion qu'il valait mieux utiliser les gentilés proposés dans les dictionnaires. Encore faut-il que les dictionnaires en fassent état.

Situation bien décourageante, donc. Les innovations journalistiques, qu'elles soient recommandables ou non, ne semblent que très rarement percer le mur de Berlin des dictionnaires, alors qu'elles comblent parfois un vide abyssal. Pensons à *Chiapanèque*. D'autres, comme *Qataris*, reflètent un usage assez courant. D'ailleurs, une page dans Wikipédia donne *Qataris*, *Qatariotes* et *Qatariens* comme gentilés du Qatar. Peu importe ce que l'on pense de cette encyclopédie Web, elle offre l'avantage de soumettre les trois possibilités. Voilà

1 Voir l'article « Les Bagdadis? », *L'Actualité langagière*, volume 1, numéro 2, décembre 2004.

un élément de réflexion intéressant pour les lexicographes, particulièrement quand l'usage ne semble pas encore fixé. Comme la tâche des dictionnaires consiste à consigner l'usage, il est surprenant que des tournures en voie de s'imposer, comme nos *Gazaouis* de tantôt, ne soient pas versées au corpus, surtout quand les dictionnaires n'offrent aucune solution de rechange.

Genre grammatical

Les médias ont rapidement attribué le genre masculin et l'article défini au Chiapas, ce qui reflète une tendance souvent observée en toponymie, mais consignée nulle part, il va sans dire (désolé du cynisme). Comme cette région est revenue sur la sellette au cours des derniers mois, on pouvait s'attendre à ce que nos deux ouvrages aient finalement consigné le genre masculin. Le *Robert* a fait un pas en ce sens, en indiquant la mention *n.m.*, ce qui suppose que les 200 millions de francophones vont en déduire qu'il faut employer l'article défini. De son côté, le *Larousse* fait fi du genre grammatical de *Chiapas*, tout comme du nom de ses habitants, apparemment un grand mystère, lui aussi.

La recherche des genres grammaticaux est une véritable plaie pour le langagier. Le genre grammatical est indiqué lorsqu'il est connu de tous : *n.f.* pour la Belgique, *n.m.* pour le Congo. Et tout le monde sait que, dans ces deux derniers cas, il faut employer l'article défini. Mais qu'en est-il, par exemple, de Tuvalu ou de Kiribati, deux États dont on entend moins parler?

Tuvalu : Le *Larousse* donne le genre sous la forme abrégée *n.m.* Heureusement, le texte comporte la phrase suivante, qui nous éclaire sur la présence ou l'absence d'article : « Devenu indépendant dans le cadre du Commonwealth, en 1978, Tuvalu a été admis au sein de l'ONU en 2000. » Quant au *Robert*, il ne donne aucun genre, mais se rattrape aussi dans une phrase où le toponyme est masculin et sans article.

Kiribati : Encore une fois, le *Larousse* donne un genre, le féminin, mais sans jamais préciser dans le corps du texte s'il faut employer l'article défini. Quant au *Robert*, il ne donne aucun genre grammatical et, comme le *Larousse*, emploie des tournures comme *Le pays*… *L'État*… pour éviter de se prononcer.

Édifiant, n'est-ce pas?

Bornéo est une île suffisamment connue pour servir d'exemple également. Jadis, une partie de cette région était connue sous le nom de Bornéo-Septentrional. Bien que cette appellation soit disparue des dictionnaires modernes, elle pourrait laisser croire que le toponyme est de genre masculin. Erreur. Encore une fois la vérité se cache dans le corps du texte.

Bornéo : Le *Robert* et le *Larousse* nous disent que c'est une île. Encore faut-il savoir que les noms d'îles sont presque toujours de genre féminin, car aucun des deux ouvrages ne donne le genre de ce toponyme. Il faut donc avoir cette règle en tête lorsque nous ouvrons le dictionnaire, à condition, bien entendu, de l'avoir lue dans le *Grevisse*.

Heureusement, le *Robert* enchaîne avec la phrase suivante : « Bornéo est partagée entre l'Indonésie… ». Encore une fois, sauvés par la cloche, si je puis dire. Cependant, le langagier tombera inévitablement sur des articles où un accord de verbe ne permettra pas de déduire le genre grammatical. Puisqu'il semble si clair que Bornéo est de genre féminin, pourquoi ne pas l'indiquer d'entrée de jeu? Pourquoi ne pas le faire systématiquement pour les autres toponymes? Et nous rêvons tous du jour où les lexicographes oseront enfin préciser si un toponyme prend ou ne prend pas l'article défini.

Le tour de la question

Pour paraphraser Shakespeare, être précis ou ne pas l'être, voilà la question. Quant aux lexicographes, ils ont opté pour l'imprécision dans les dictionnaires de noms propres. Le contraste avec les dictionnaires de noms communs est frappant : ceux-ci donnent tout de suite le genre grammatical et indiquent les formes plurielles irrégulières, tandis que les ouvrages de noms propres entretiennent un flou continuel qui force le langagier à se débattre pour obtenir les renseignements qu'il cherche.

Bref, les lexicographes opteront-ils un jour pour la convivialité? Leur trop grand conservatisme risque, à la longue, de détourner les lecteurs vers des sources électroniques, nettement plus dynamiques, même si elles ne sont pas toujours aussi fiables qu'on le voudrait. ■

Carnet techno Tech Files

André Guyon

Translation: Patrick Beaudry

Grandeurs et misères de la traduction collaborative en ligne

Débutons par une courte définition : la traduction collaborative est réalisée par un groupe de personnes qui travaillent ensemble plutôt qu'isolément. Autrement dit, à la traduction s'ajoutent des volets coordination et échanges entre les participants.

Malgré ce que pensent certains gourous de la technologie, la traduction collaborative et la collaboration entre traducteurs ont toujours existé. Par exemple, au début des années 1990, l'Accord de libre-échange nord-américain fut traduit par un groupe de professionnels du Bureau de la traduction en un temps record.

De plus, les suites de traduction, qui permettent à un traducteur de stocker une phrase dès qu'elle est traduite pour que ses collègues en profitent en un instant, existent depuis bon nombre d'années.

À l'occasion, les suites ont permis de livrer plus vite et d'économiser efforts et argent, notamment dans le cas des documents remaniés à l'infini avant leur livraison.

Plus récemment, pour la traduction d'œuvres colossales, on a assisté à la fusion du travail collaboratif et du travail communautaire. Des bénévoles ont mené à bien la traduction du navigateur Firefox de Mozilla et de l'encyclopédie libre Wikipédia, par exemple. Avant Internet, les collaborations et les œuvres communautaires étaient plutôt locales que mondiales.

Les gigantesques projets communautaires offrent aux bénévoles une interface minimaliste tolérable pour traduire ou réviser un ou deux paragraphes à l'occasion. Le travail finit toujours par s'accomplir malgré – non pas grâce à – ces espaces de travail qui ne ressemblent en rien aux outils habituels des traducteurs.

The ups and downs of online collaborative translation

Let's begin with a short definition: collaborative translation is done by a group of individuals working together. In other words, coordination and discussions between participants are part and parcel of the translation process.

Despite what some technology gurus believe, collaborative translation and collaboration between translators are nothing new. For example, in the early 1990s, Translation Bureau professionals collaborated to translate the North American Free Trade Agreement in record time.

Also, translation suites, which allow translators to store sentences as soon as they are translated so colleagues can use them almost instantly, have been in use for many years.

Sometimes, suites have made it possible for translations to be delivered faster, with less effort, and at a lower cost, particularly for documents that have undergone multiple revisions prior to final delivery.

More recently, for the translation of very large projects, the lines have blurred between teamwork and community work. Mozilla's Firefox browser and the online free encyclopedia, Wikipedia, for example, were translated by volunteers. Before the Internet age, collaborations and community involvement were local rather than global.

Huge community projects provide volunteers with a tolerable minimalist interface to translate or revise one or two paragraphs on occasion. The work always gets done in spite of the rudimentary technology that is used, which bears no resemblance to the tools normally used by translators.

Paradoxalement, la traduction d'un article de Wikipédia constitue une expérience où l'on passe à la fois par le septième ciel et par l'enfer. Bien souvent, le processus est mieux encadré et plus valorisé que le sont bon nombre d'ouvrages de traduction rémunérés. L'interface de travail constitue pour sa part un recul phénoménal qui allonge le temps nécessaire à la traduction dans une mesure proportionnelle aux enrichissements de l'article (tableaux, hyperliens et formatage complexe).

L'engagement demandé aux bénévoles de Wikipédia ressemble beaucoup aux exigences des codes d'éthique généralement observés par les associations de traducteurs. Le processus prévoit même l'expression du doute et la possibilité de valider auprès d'experts les parties où le traducteur pense qu'il serait bon d'avoir un tel avis. Certains salariés et pigistes ne pourront qu'être jaloux de cette mesure pleine de sagesse. Enfin, on demande aux bénévoles de remplir une fiche de suivi de la traduction, etc.

Mais j'ai réservé le meilleur pour la fin. Les instructions précisent qu'il ne faut pas viser seulement à fournir une traduction fidèle, mais plutôt à livrer un bon article au public cible. Autrement dit, le traducteur est invité à ne pas se gêner pour adapter le texte et même à l'étoffer ou à l'élaguer au besoin. Combien de traducteurs ont rêvé de cette liberté quand ils étaient tenus à la fidélité par contrat…

Bref, dans ce milieu collaboratif sans relation hiérarchique qu'est Wikipédia, il y a finalement presque autant de mécanismes de contrôle qu'il peut y en avoir en milieu professionnel, mais la liberté d'expression est bien plus grande.

Hélas, après l'allégresse euphorisante que provoque la lecture de ces règles et suggestions, le traducteur doit revenir à une réalité un peu moins drôle. L'interface de travail n'a jamais été vraiment conçue pour traduire. C'est un peu le retour aux temps préhistoriques où il fallait modifier à la mitaine les textes en HTML. Essayez d'insérer une espace insécable dans un article wiki par exemple; vous verrez à quel point l'opération est laborieuse.

En outre, ces lieux n'offrent presque aucun des outils auxquels sont habitués les traducteurs (correcteur orthographique, correcteur grammatical, mémoire de traduction, outil de gestion des définitions et de la terminologie, etc.).

Certains environnements récents, comme celui de Google, offrent cependant la possibilité d'utiliser des glossaires, des mémoires de traduction et la traduction automatique, le tout partagé en temps réel. L'environnement de Google prend en charge n'importe quel texte; toutefois, la société se réserve le droit d'utiliser à son gré ce qui entre dans son interface.

Les outils offerts par Google permettent maintenant de traduire, notamment, les articles de Wikipédia, et on peut croire que le contenu en diverses langues devrait ainsi progresser de beaucoup.

Paradoxically, translating a Wikipedia article can take you on a voyage from seventh heaven to the fires of hell. Quite often, the process is better and more rewarding than are many paid translations. However, the work interfaces are a huge step backwards, with each enhancement to an article (tables, hyperlinks and complex formatting) adding time to the translation process.

The commitment required of Wikipedia volunteers is quite similar to the requirements of codes of ethics generally adhered to by associations of translators. The process even includes the expression of doubt and the possibility of having experts validate passages where the translator thinks that such an opinion is warranted. Salaried employees and freelance translators can only marvel at such a wise approach. Volunteer translators are asked to fill out a translation tracking file, etc.

However, I have saved the best for last! The instructions indicate clearly that the object is not just to produce an accurate translation, but also to deliver a good article that will appeal to the target audience. In other words, the translator is urged not to shy away from adapting, lengthening or shortening the text as required. How many translators can only dream of such freedom when their contract requires strict accuracy?

In short, in the non-hierarchized collaborative environment that is Wikipedia, there are almost as many control mechanisms as there can be in the workplace, but with far more freedom of expression.

Alas, after the exhilarating joy of reading these rules and suggestions, the translator must return to a reality that is not as pretty. The working interface was never really designed for translation. It's a little like a flashback to the old days when we had to edit texts in HTML by hand. Try inserting a hard space in a wiki article, for example, and you will see how much work is involved.

In addition, these sites offer almost none of the tools translators are used to working with, such as spell checkers, grammar checkers, translation memories and definition and terminology management tools.

However, some recent environments, such as Google, offer the opportunity to use glossaries, translation memories and machine translation, all shared in real time. The Google environment supports any text, but the company reserves the right to use anything put into its interface.

The tools provided by Google can now be used to translate material such as Wikipedia articles, which should lead to substantial advances in the amount of content available in different languages.

L'envers de la médaille

La traduction collaborative et communautaire a aussi ses inconvénients.

Par exemple, des sociétés à but lucratif se déguisent en bienfaitrices de l'humanité pour convaincre la foule de traduire gratuitement leurs produits sur Internet. Leur discours ressemble à ceci : « Nous voudrions bien livrer notre produit dans votre langue, mais hélas, nous n'en avons vraiment pas les moyens. Par contre, nous pouvons vous aider à faire le travail pour votre communauté linguistique si vous y tenez vraiment. » Elles obtiennent parfois un certain succès.

De nos jours, des associations de marchands de logiciels ou de sites Web se demandent comment convaincre les foules de traduire gratuitement ou presque. Elles prétendent parfois que ce n'est pas pour économiser de l'argent, mais bien parce que la traduction faite par les utilisateurs est meilleure et mieux adaptée à leurs besoins. L'argument est habile, mais quand elles discutent entre elles, le discours change et l'accent porte sur les importantes sommes ainsi économisées.

Par bonheur, on peut constater que les œuvres sans but lucratif comme Wikipédia ou Firefox bénéficient d'une bien meilleure traduction que bien des produits de multinationales déguisées en filiales de la Croix-Rouge.

Pour le meilleur et pour le pire, on a donc vu apparaitre des outils qui facilitent la traduction collaborative. Rien n'empêche les traducteurs de s'y intéresser et d'en profiter eux aussi, même si ces outils sont loin d'être totalement au point.

Tout porte à croire que la frontière s'estompera graduellement entre les outils collaboratifs conçus pour la traduction d'un paragraphe à l'occasion et les outils professionnels conçus pour le travail continu et le traitement d'un grand volume de textes.

Par exemple, rien n'empêche d'intégrer en tout ou en partie à un wiki ou à un blogue un logiciel libre de gestion de mémoires de traduction, ou de modifier l'éditeur de texte pour offrir ainsi un environnement qui permet de traduire plus d'une heure sans avoir un peu la nausée.

Rien n'empêche non plus de doter un wiki ou une autre plate-forme collaborative d'un format d'import-export, de sorte que les traducteurs puissent conserver le confort auquel ils sont habitués, puis de retourner les pages ou les paragraphes dans l'outil de collaboration.

Cette dernière solution est d'emblée la préférée de bon nombre de traducteurs, tandis que les développeurs tendent à préférer l'intégration de fonctions de traduction dans leur interface. C'est normal, chacun préfère amener les autres sur son terrain.

The other side of the coin

Collaborative and community translation also has its drawbacks.

For example, for-profit corporations do not hesitate to cloak themselves in humanitarianism to convince the masses to translate their Internet products for free. Their "line" goes something like this: "We'd love to be able to deliver our product in your language, but unfortunately we don't have the means to do so. However, we can help you do the work for your linguistic community if it's really important to you." Sometimes it works for them.

Today, associations of software or e-commerce merchants are trying to figure out how to convince the general public to translate for free or for next to nothing. They sometimes claim that their goal is not to save money, and that translation done by users is of higher quality and better suited to their needs. The argument is clever, but when they talk amongst themselves, the focus soon changes to all the money they are saving.

Fortunately, we can see that not-for-profit projects, like Wikipedia or Firefox, have much higher-quality translations than many of the products of multinational corporations masquerading as subsidiaries of the Red Cross.

For better or for worse, tools that facilitate collaborative translation have emerged. Nothing prevents translators themselves from taking an interest in and benefiting from these tools, even though they are far from being on the cutting edge.

All indications are that the line will blur gradually between collaborative tools designed to translate the occasional paragraph and professional tools designed for ongoing work and for processing large numbers of texts.

For example, there is nothing stopping anyone from integrating open-source translation memory management software in whole or in part into a wiki or blog or modifying the text editor to provide an environment in which it is possible to translate for more than an hour without becoming woozy.

There is also no reason not to include an import-export format in a wiki or other collaborative platform so translators can work in their accustomed comfort and submit pages or paragraphs via the collaborative tool.

This solution is without question what most translators would favour. Developers, on the other hand, tend to prefer integrating translation functions into the interface. This is normal: everyone prefers to have a home field advantage.

Les outils de traduction collaborative sont toujours de type Web (on n'a rien à installer, on ouvre son navigateur et on se rend à une adresse du genre www.quelquechose.org). Plusieurs personnes peuvent se partager un texte à traduire et donc livrer le produit plus vite que si elles travaillaient seules, tout ça sans avoir à se déplacer, et même si elles n'habitent pas le même continent.

Si les interfaces de type wiki sont loin d'être parfaites, elles offrent tout de même des éléments vraiment intéressants, comme la gestion en temps réel du volume traduit et la division automatique du travail.

En gros, des mécanismes plutôt complexes ont été créés afin de permettre à un très grand nombre de personnes de traduire de grands volumes de texte. Rien n'empêche les langagiers d'en profiter. L'accès à certaines plates-formes est gratuit, et on voit poindre à l'horizon des plates-formes qui seront non seulement gratuites, mais libres de liens avec des sociétés à but lucratif.

Si on mettait bout à bout tous les avantages que présentent les plates-formes collaboratives des outils disponibles à l'heure actuelle sur le Web, on aurait un système qui nous permettrait de partager un texte de longueur illimitée entre un nombre illimité de traducteurs et de réviseurs. Le système pourrait nous dire, à la fin, qui a fait combien de mots ou combien de temps chacun a passé à traduire.

On aurait des réviseurs qui se mettraient à l'œuvre quelques minutes à peine après les traducteurs au lieu d'attendre des heures. On aurait une révision par les pairs presque instantanée, et une validation pour les parties douteuses par des pairs qui sont aussi des experts du domaine.

On aurait une mémoire de traduction gratuite et mise à jour en temps réel, avec un outil permettant de consigner sur-le-champ les difficultés de traduction et de créer des fiches minimalistes. Les clients auraient même la possibilité d'insérer des notes pendant que s'effectue la traduction, indiquant pourquoi ils ont des craintes ou des réserves quant à certains choix des traducteurs.

On ne sait jamais, peut-être que d'aucuns sont déjà à l'œuvre, peut-être que d'autres s'y mettront bientôt. De nombreuses initiatives sont déjà en cours, dont certaines comprennent un haut degré d'ouverture et de partage. ■

Collaborative translation tools are always web-based (nothing to install, simply open your browser and go to a URL such as www.somethingorother.org). Several people can share the task of translating a text and thus deliver the product in less time than if they worked alone, all without having to leave home, even if they do not live on the same continent.

Though far from perfect, wiki-type interfaces do have some definite pluses, such as real-time management of the volume of text translated and automatic division of work.

In essence, rather complex mechanisms have been created to allow a very large number of people to translate large volumes of text. Nothing prevents language professionals from taking advantage of this. Access to some platforms is free, and on the horizon there are platforms that will not only be free of charge, but free of ties to corporations.

If we were to use all the benefits that today's web-based tools, with their collaborative platforms, have to offer, we would have a system that would enable us to share a text of unlimited length among an unlimited number of translators and revisers. After a job was completed, the system could provide statistics such as how many words each translator translated or how much time each translator spent doing the work.

We would have revisers starting work minutes after translators instead of hours later. Peer review would be almost instantaneous, and validation of questionable parts by peers would be done by experts in the field.

There would be a free translation memory updated in real time, with a tool to record translation difficulties on the fly and create minimalist terminology records. Clients would even be able to add notes during the translation process, indicating any concerns or reservations they have about certain choices made by translators.

You never know, the future may be nearer than you think. Many initiatives are already underway, some of which include a great deal of openness and sharing. ■

Words Matter

Barbara McClintock

From *catchphrases* to *unfriend*

Catchphrases (*accroches, tournures, phrases accrocheuses* or *phrases chocs*)[1]

Many great expressions enter popular culture from movies. *Jerry Maguire* is an American dramedy (explained below) starring Tom Cruise. It was written and directed by Cameron Crowe, who is credited with creating **catchphrases** such as "You complete me," "Help me help you," "Show me the money!" and "You had me at *hello*."[2]

Advertisers love to use catchphrases or variations on them because they are catchy and memorable. You may have seen the recent McDonald's commercial for free coffee. The female employee says her spiel about how good the coffee is, and the customer hushes her by saying "You had me at *free*," and "Vous m'avez eu à *gratuit*" in the French version. Catchphrases may have connotations or cultural associations that make them difficult to translate. Of course, if an accepted translation exists, it is better to use it. In other words, a catchphrase may be a type of hidden quote (which I define as a quote not marked as such or a stock phrase with a standard translation).

TERMIUM Plus® gives **slogan** as an English synonym and as one of the French translations for *catchphrase*. However, a slogan is a short, catchy phrase used strictly for advertising or publicity purposes. It is also advisable to use the official translations for slogans. Coca-Cola is the slogan champion, in my opinion, because it promotes a new one every year. For example, "Catch the wave" can be translated several ways in French: *saisir la vague*, *surfez sur la vague* or *prendre la vague*. Of course, if you are referring to Coke®, you need to use the official translation, *Rattrapez la vague*.

Dramedy or black comedy?

The difference between **black comedy** (*comédie à l'humour noir*)[3] and **dramedy** (*comédie dramatique*)[4] is that black comedy makes light of serious and often taboo subjects.[5] Good examples of black comedy would be *M*A*S*H*, set during the Korean War, and *Six Feet Under*, a television series based on a funeral home. Someone dies in every episode of *Six Feet Under*. On the other hand, dramedy, also called *comedy-drama* or *dramatic-comedy*,[6] is simply a balance of comedy and drama, e.g. *Forrest Gump* and *Jerry Maguire*.

Word of the Year (2009)

Unfriend is the *New Oxford American Dictionary's* 2009 Word of the Year. It is interesting because *unfriend* is an old noun that has changed into a verb that refers to removing someone as a friend on a social networking website. "Alice unfriended Sue after Sue posted a message about her boyfriend on Facebook!" Merriam-Webster chose the verb *admonish* (*admonester, réprimander*) as its Word of the Year based on the number of times the word was looked up in its online dictionary after news reports about Congressman Joe Wilson being admonished for calling Obama a liar. ■

Notes

1. CTINB Newsletter/Bulletin de la CTINB, May 2003, p. 3, http://www.ctinb.nb.ca/pdf/bull0503.pdf.
2. http://en.wikipedia.org/wiki/Jerry_Maguire.
3. http://www.wordreference.com/fren/Noir.
4. http://www.cryptoseries.fr/univers/glossaire.php.
5. http://www.reference.com/browse/wiki/Dramedy.
6. http://en.wikipedia.org/wiki/Dramedy.

Le point sur la nouvelle orthographe

Fanny Vittecoq

En 1990, alors rédactrice au journal étudiant de l'Université de Sherbrooke, j'ai interviewé le professeur Pierre Martel[1] sur la réforme de l'orthographe. J'étais loin de m'imaginer que le sujet serait encore d'actualité vingt ans plus tard...

Au Bureau de la traduction, la question refait surface fréquemment : peut-on écrire en nouvelle orthographe? Avant de vous présenter la position du Bureau à ce sujet, voici un survol de la situation.

Qu'est-ce que la nouvelle orthographe?

La nouvelle orthographe découle du rapport *Les rectifications de l'orthographe* du Conseil supérieur de la langue française de France, approuvé par l'Académie française et publié dans le *Journal officiel de la République française* en 1990. Un ensemble de règles grammaticales ont été modifiées, ce qui a permis de simplifier la langue française et de corriger certaines anomalies de l'orthographe. Le Réseau pour la nouvelle orthographe du français (RENOUVO) a publié en 2005 une liste de 2000 mots dans *Le millepatte sur un nénufar – Vadémécum de l'orthographe recommandée*. Depuis la publication en 2009 du *Grand vadémécum de l'orthographe moderne recommandée : cinq millepattes sur un nénufar*, la liste complète compte maintenant quelque 5000 mots, dont des termes techniques et rares. C'est cette liste que le RENOUVO recommande pour les langagiers, tout en précisant que celle de 2005 est encore valable. Les nouvelles règles orthographiques touchent le trait d'union et la soudure, le pluriel des noms composés et des noms étrangers, les accents et le tréma, les consonnes doubles, le participe passé de *laisser* suivi d'un infinitif et certaines anomalies.

Un vent de « RENOUVO »

La nouvelle orthographe n'a pas connu que des temps forts. Le tollé qu'elle a déclenché à ses débuts en 1990 a été suivi d'un silence d'une dizaine d'années. Mais alors qu'on la croyait éteinte, elle a trouvé un second souffle en 2002. Le RENOUVO, représenté au Canada par le Groupe québécois pour la modernisation de la norme du français (GQMNF), a soufflé très fort sur la braise pour la raviver. Ses efforts ont porté des fruits : la nouvelle orthographe – nom moins rébarbatif que *réforme* – a fait des progrès spectaculaires, particulièrement depuis 2007. De nombreux ouvrages de langue et correcteurs orthographiques reconnus, ainsi que des organisations et des instances importantes, acceptent maintenant les nouvelles graphies.

La nouvelle orthographe a certes le vent dans les voiles, mais la course n'est pas complètement gagnée. Dans l'édition 2009 du *Petit Robert*, 61,3 % des nouvelles graphies étaient répertoriées, tandis que le *Petit Larousse illustré* en répertoriait seulement 38,8 %. De plus, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec ne souhaite pas l'imposer dans l'enseignement pour l'instant. Il l'admet cependant dans la correction des épreuves et en fait mention partiellement dans son programme. C'est un retard par rapport à la France, à la Belgique et à la Suisse, qui l'enseignent officiellement depuis plusieurs années. Même si la nouvelle orthographe fait couler beaucoup d'encre, elle est encore peu employée, notamment dans la presse écrite.

Position du Bureau de la traduction

Le Bureau de la traduction vient d'adopter une position officielle sur la nouvelle orthographe, qui s'adresse aux fonctionnaires fédéraux :

> **Le Bureau de la traduction considère que la nouvelle orthographe et l'orthographe traditionnelle sont toutes deux correctes.**

Les fonctionnaires peuvent donc utiliser les nouvelles graphies, en entier ou en partie. Autrement dit, ils peuvent adopter une règle grammaticale en particulier ou encore plusieurs mots de la nouvelle orthographe. Les graphies des deux orthographes sont considérées comme des **variantes orthographiques**. Il est donc admis d'écrire par exemple *connaitre* (sans accent circonflexe) et *goût* dans un même texte.

Toutefois, il est conseillé de faire preuve d'uniformité dans un texte. Si les mots *connaitre* et *goût* sont placés à proximité l'un de l'autre, il conviendrait d'écrire soit *connaitre* et *gout*, soit *connaître* et *goût*. Dans le même ordre d'idées, si l'on choisit d'adopter la règle des traits d'union entre tous les éléments d'un nombre, il va de soi qu'on appliquera cette

1 Le professeur de linguistique Pierre Martel a été président du Conseil supérieur de la langue française du Québec, a collaboré aux travaux internationaux sur la *Réforme de l'orthographe* et a été nommé Officier de l'Ordre des Palmes académiques par le gouvernement français en 1991. Il dirige également avec Hélène Cajolet-Laganière le *Dictionnaire de la langue française – Le français vu du Québec* (FRANQUS).

règle pour tous les nombres dans le texte. Il en est de même pour un mot qui se répèterait dans le texte : on ne l'écrira pas de deux façons différentes.

Enfin, en cette période de transition, si l'on choisit de rédiger un texte en nouvelle orthographe, on peut ajouter une note au début ou à la fin du texte indiquant que c'est le cas. Les correcteurs orthographiques, par exemple celui d'Antidote ou de Word, peuvent aider à rédiger un texte en nouvelle orthographe. Dans les paramètres du correcteur orthographique de Word (version 2005 ou ultérieure), il faut choisir l'option *Orthographe rectifiée*.

Dans les outils et les publications du Bureau de la traduction

Les terminologues ajouteront les nouvelles graphies comme des variantes orthographiques dans TERMIUM®, la banque de données terminologiques et linguistiques du gouvernement du Canada, quand ils créeront de nouvelles fiches ou de nouveaux lexiques ou quand ils modifieront des fiches existantes. Les langagiers-analystes responsables des outils d'aide à la rédaction de *TERMIUM Plus®* en tiendront aussi compte dans leurs travaux.

Mythes et réalités

Mythe : Il faut dorénavant rédiger en nouvelle orthographe.

Réalité : La position du Bureau de la traduction donne le choix aux fonctionnaires fédéraux de rédiger en nouvelle orthographe ou en orthographe traditionnelle. C'est une position différente de celle du RENOUVO et du GQMNF, qui la préconisent et qui militent en sa faveur. C'est pourquoi ils utilisent le terme *orthographe* ***recommandée***.

Ce n'est pas parce que le Bureau admet la nouvelle orthographe qu'il rejette l'orthographe traditionnelle. En effet, ce n'est pas demain que tout le monde écrira en nouvelle orthographe. La plupart des gens continueront probablement à écrire comme ils l'ont toujours fait. Ce sont les prochaines générations, les jeunes qui l'auront apprise au primaire, qui l'utiliseront. L'implantation des nouvelles graphies dans l'usage se fera graduellement, car c'est ainsi qu'une langue évolue. Il y aura une longue période de transition, de *digraphisme*, où les nouvelles graphies cohabiteront avec les graphies traditionnelles avant de les supplanter – peut-être –, en partie ou en entier.

Mythe : La nouvelle orthographe vient détruire toute la beauté du français.

Réalité : Les changements apportés par la nouvelle orthographe ne sont pas nombreux et les textes n'en seront pas défigurés. Certains qualifient même ironiquement la nouvelle orthographe de *réformette*. Dans une page d'un texte général rédigé en nouvelle orthographe, un seul mot en moyenne diffère de l'orthographe traditionnelle, en raison généralement d'un accent. On lit parfois des textes rédigés en nouvelle orthographe sans s'en rendre compte.

Mythe : La nouvelle orthographe simplifie toutes les règles de la langue française.

Réalité : La nouvelle orthographe simplifie la langue française sur beaucoup de points. Toutefois, certaines règles difficiles en français ne sont pas abordées, notamment l'accord des participes passés (à l'exception du verbe *laisser* suivi de l'infinitif). De plus, la nouvelle orthographe a créé quelques exceptions et incohérences. Par exemple, la liste des nouvelles graphies comprend *bonhommie* avec deux *m* comme *bonhomme*, mais le mot *pomiculteur* n'en fait pas partie (suivant cette logique, on devrait pouvoir écrire *pommiculteur*). Ou encore : dans la liste des nouvelles graphies, on trouve *portemonnaie*, *portecrayon* et *porteclé* aux côtés de *porte-document*, *porte-serviette* et *porte-bagage*.

Ce texte a été rédigé en nouvelle orthographe…

… et en orthographe traditionnelle, puisqu'aucun mot n'était touché par la nouvelle orthographe. C'est donc dire que, dans certains cas, la nouvelle orthographe ne touche même pas un mot par page.

Vous pensez que la nouvelle orthographe est un sujet d'actualité? Eh bien, on n'a pas fini d'en entendre parler. La Belgique et la France se penchent actuellement sur différents problèmes du système orthographique et essaient de proposer des solutions qui pourraient servir de base à des rectifications futures. Parmi les sujets à l'étude, on compte l'accord du participe passé…

Pour plus de renseignements au sujet de la nouvelle orthographe, consultez :

- la *Recommandation linguistique* du Bureau de la traduction [**http://www.btb.gc.ca/btb.php?lang=fra&cont=1512**].
- *Le millepatte sur un nénufar – Vadémécum de l'orthographe recommandée* (RENOUVO, 2005). Cette version en ligne comprend les règles de la nouvelle orthographe et les quelque 2000 mots touchés [**http://users.skynet.be/Landroit/Renouvo/Liste05.pdf**].
- l'article « Aimez-vous la nouvelle orthographe? » de Jacques Desrosiers paru en 2001 dans *L'Actualité terminologique*, vol. 34, n° 4 [**http://www.btb.termiumplus.gc.ca/tpv2guides/guides/chroniq/index-fra.html?lang=fra**] ■

Communication claire et efficace : faciliter la lecture

Clear and effective communication: Make your readers' task easier

Emmanuelle Samson

Translation: Sheila Ethier, C. Tran.

Volume 7/1 • Mars/March 2010

En tant que rédacteur, avez-vous de l'influence sur la façon dont vos lecteurs lisent et comprennent vos textes? Non, me direz-vous, puisque chaque lecteur est différent. Mais pourtant, tous vos lecteurs ont un point en commun : ils utilisent des stratégies cognitives pour comprendre ce qu'ils lisent. Vous avez donc avantage à connaître les stratégies qu'implique le processus de lecture.

Les chercheurs proposent différentes façons de découper le processus de lecture. J'ai choisi de vous présenter un processus en trois étapes : le survol, la lecture et l'après-lecture.

Le survol

Avant même de commencer à lire un texte, le lecteur y jette un coup d'œil rapide pour en déterminer le sujet et en évaluer la structure. Il peut ainsi puiser dans sa mémoire les connaissances qu'il a déjà sur le sujet et émettre des hypothèses sur l'information contenue dans le texte.

À cette étape, le lecteur porte une attention particulière au titre et aux intertitres (souvent appelés *sous-titres*), aux éléments visuels (images, tableaux, graphiques, etc.) et aux éléments de mise en relief (encadrés, caractères gras, etc.).

Le lecteur oriente son survol en fonction de son intention de lecture. Par exemple, s'il souhaite lire le texte d'un bout à l'autre pour approfondir le sujet que vous traitez, il fera une évaluation sommaire des intertitres et des éléments visuels et de mise en relief avant d'entamer une lecture approfondie. Par contre, s'il cherche un renseignement précis, il s'attardera davantage aux intertitres et aux autres éléments, et lira seulement ce qui l'intéresse.

Conseils pratiques

Voici quelques conseils pour faciliter le survol du texte :

- Utilisez des titres et des intertitres précis et évocateurs.

  Par exemple, le titre « Le gouvernement à la rescousse », très vague, ne donne pas un réel aperçu du contenu du texte. Et lorsque le lien entre le titre et le sujet du texte n'est pas évident, le lecteur multiplie inutilement ses hypothèses sur le contenu. Cette opération exige un grand effort cognitif. Dans ce cas-ci, un titre comme « Le gouvernement présente son programme d'aide aux sans-abris » aurait permis de mieux orienter les hypothèses du lecteur.

As a writer, do you have any influence over the way your audience reads and interprets your texts? You may not think so, since every reader is different. But your readers do have one thing in common: they use cognitive strategies to make sense of what they read. Therefore, understanding the strategies involved in the reading process can be helpful.

Researchers suggest various ways of dividing the reading process into stages. I have chosen to present a three-stage model: previewing, reading and post-reading.

Previewing

Even before beginning to read a text, readers glance over it to see what it is about and get an idea of the structure. They can then call to mind any knowledge already stored in their memory on this subject and begin to form theories about the information contained in the text.

At this stage, readers focus on titles and headings, visual elements (images, tables, graphs, etc.) and elements that add emphasis (text boxes, bold font, etc.).

The way your readers carry out this preview depends on their purpose in reading. For example, those who plan to read the text from beginning to end to get an in-depth knowledge of the subject will briefly assess the headings, visual elements and emphasis before starting the in-depth reading process. On the other hand, those who are hunting for a specific piece of information will spend more time looking at the headings and other elements and will read only the relevant sections of the text.

Tips

Here are some tips to help your readers preview the text:

- Use specific, meaningful titles and headings.

  For example, a vague title such as "Government to the rescue" doesn't provide any concrete clues to the content of the text. And when there is no obvious link between the title and the subject matter, readers must generate an unnecessarily wide range of theories about the content. This process requires a substantial mental effort. In this case, a title like "Government unveils program to aid homeless" would provide readers with a clearer basis for theorizing about content.

- Assurez-vous que vos images, tableaux et graphiques appuient le contenu du texte.

  Pour mieux guider les hypothèses de vos lecteurs, donnez un titre à vos tableaux et graphiques et ajoutez une légende sous les images, au besoin.

- Utilisez des encadrés et des caractères gras pour attirer l'attention du lecteur sur les éléments importants.

  Toutefois, même si ces éléments de mise en relief donnent de bons indices sur le sujet de votre texte, évitez d'en abuser : en trop grand nombre, ils peuvent embrouiller votre lecteur.

- Tenez compte des différentes intentions de lecture.

  Rédigez pour ceux qui lisent tout et pour ceux qui ne craignent pas de sauter des lignes, voire des paragraphes entiers. Pour ce faire, présentez l'information importante en premier, structurez votre texte de façon logique et intuitive, et faites bon usage des intertitres. Dans certains cas, le modèle question-réponse peut s'avérer une solution intéressante.

La lecture

Maintenant que le lecteur a une idée générale du texte, il entreprend la lecture proprement dite. À cette étape, il doit gérer différentes stratégies en même temps : il doit décoder et traiter l'information, faire des liens entre les idées et comparer l'information présentée avec ses propres connaissances. Regardons chacune de ces activités de plus près.

Décoder et traiter l'information

Lorsqu'il lit un texte, le lecteur décode l'information par groupes de mots et utilise des indices de syntaxe (ordre des mots, ponctuation, etc.) pour donner un sens à ces groupes. Il retient alors les mots importants dans chaque phrase, ce qui lui permet d'en dégager l'idée principale et de la garder en mémoire. Il peut ensuite lier cette idée principale à celle des autres phrases.

Conseil pratique

- Privilégiez l'ordre sujet-verbe-complément.

  Les phrases qui renversent la progression logique d'une action exigent un effort supplémentaire. Prenons l'exemple suivant :

  > L'eau que recyclent les écosystèmes fournit aux organismes vivants des nutriments et de l'énergie.

  Le lecteur traitera plus facilement et plus rapidement le sens de la phrase suivante :

  > Les écosystèmes recyclent l'eau, qui fournit des nutriments et de l'énergie aux organismes vivants.

Faire des liens

Pendant sa lecture, le lecteur doit aussi faire des liens entre les propositions, les phrases et les paragraphes.

- Make sure that your images, tables and graphs support the content of the text.

  To give your readers more guidance, title your tables and graphs and add a caption below pictures where necessary.

- Use text boxes and bold font to draw your readers' attention to important information.

  However, while these elements can provide useful clues about subject matter, be careful: if you overuse them, they can create confusion.

- Keep in mind that your readers have different purposes in reading.

  Write for those who read every word and for those who don't hesitate to skip lines or even entire paragraphs. You can serve the needs of both types of reader if you put the most important information up front, structure your text in a way that is logical and intuitive, and make good use of headings. In some cases, a question-and-answer format may prove effective.

Reading

Now that the reader has a general idea of the text, the actual reading process can begin. At this stage, a variety of strategies come into play: readers must decode and process information, while at the same time making links between ideas and comparing the information presented with what they already know. Let's take a closer look at each of these activities.

Decoding and processing information

When they read a text, readers decode the information by focusing on groups of words and using syntactic cues (word order, punctuation, etc.) to assign meaning to these word groups. In this way, they pick out the important words in each sentence and are thus able to extract the main idea and retain it. They can then link this main idea to the main ideas in other sentences.

Tip

- Use a subject-verb-object order.

  Sentences that reverse the logical progression of an action require more effort to process. Consider the following example:

  > The water that ecosystems recycle provides living organisms with nutrients and energy.

  The sentence below is far easier for readers to process:

  > Ecosystems recycle water, which provides living organisms with nutrients and energy.

Making links

During the reading process, readers must also make links between clauses, sentences and paragraphs.

Conseil pratique

- Employez des pronoms, des possessifs et des démonstratifs qui renvoient à des antécédents faciles à repérer.

  Prenons l'exemple suivant :

  > La représentante syndicale aurait souhaité connaître le raisonnement de la présidente de l'entreprise. **Celle-ci** a remarqué que **cette dernière** ne partageait pas la position de la société mère, qui peut mettre fin à **ses** activités à tout moment.

  Dans ce passage, le lecteur doit réfléchir pour déterminer les antécédents des pronoms. Certes, il trouvera les réponses à ses questions. Mais ce même passage, rédigé autrement, lui aurait permis de porter toute son attention sur le contenu des phrases :

  > La représentante syndicale aurait souhaité connaître le raisonnement de la présidente de l'entreprise. **Elle** a remarqué que **la présidente** ne partageait pas la position de la société mère, qui peut mettre fin aux activités de **l'entreprise** à tout moment.

Comparer l'information

Au fur et à mesure qu'il lit le texte, le lecteur confirme ou infirme les hypothèses émises à l'étape du survol et compare l'information présentée avec les connaissances qu'il a déjà sur le sujet. Par conséquent, il est amené à se poser de nouvelles questions et à émettre de nouvelles hypothèses qu'il confirmera ou infirmera tout au long de sa lecture. Lorsqu'il aura terminé, le lecteur aura puisé dans sa mémoire une quantité d'information supérieure à celle présentée dans le texte.

L'après-lecture

Après la lecture, le travail cognitif du lecteur n'est pas terminé. Une série d'activités se poursuivent sans qu'il en soit nécessairement conscient. À l'étape de l'après-lecture, il analyse sa compréhension. Il se demande s'il a bien compris le texte, si l'information qu'il a lue est bien celle qu'il cherchait et si le texte a répondu à ses attentes. Il classe également ses nouvelles connaissances dans sa mémoire.

Comme nous l'avons vu, le processus de lecture est complexe. Le lecteur doit déployer des stratégies cognitives à toutes les étapes, soit pendant le survol, la lecture et l'après-lecture. Tenez compte de ces stratégies en rédigeant : vos lecteurs comprendront vos textes plus facilement et plus rapidement. ■

Bibliographie

ADAMS, George, Jean DAVISTER et Monique DENYER. *Lisons futé : Stratégies de lecture*, Bruxelles, Duculot, 1998.

GIASSON, Jocelyne. *La compréhension en lecture*, 2e édition, Pratiques pédagogiques, Montréal, Gaëtan Morin Éditeur ltée, 1996.

SASKATCHEWAN. MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION. *Programmes d'études : niveau élémentaire, écoles fransaskoises, domaine : lecture*, 2000 (consulté le 9-12-2009). Sur Internet : <URL: http://www.sasked.gov.sk.ca/docs/francais/fransk/fran/elem/dom3.html>.

SMITH, Frank. *Writing and the Writer*, CBS College Publishing, New York, 1982.

Tip

- Check that pronouns, possessives and demonstratives have clear antecedents.

  Consider the following example:

  > The union representative would have liked some insight into the thinking of the firm's president. **She** had noticed that **she** did not share the position of the parent company, which could terminate **its** activities at any moment.

  In this passage, readers have to take time to think about the antecedent for each pronoun. True, they can figure it out. But if the passage were worded more clearly, readers would be able to give their full attention to the content of the sentences:

  > The union representative would have liked some insight into the thinking of the firm's president. **She** had noticed that **the president** did not share the position of the parent company, which could terminate **the firm's** activities at any moment.

Comparing information

As they read, readers verify the accuracy of the theories they generated during the preview and compare the information presented in the text with their own prior knowledge. In the process, they arrive at new questions and form new theories that will turn out to be valid or invalid as their reading progresses. By the end of the reading process, readers will have brought forth from memory a quantity of information greater than that presented in the text.

Post-reading

Even when the reading process is complete, some cognitive effort is still required. Readers continue to go through a series of activities, although not necessarily at the conscious level. In the post-reading stage, readers begin a process of analysis. They reflect on whether they have understood the text, whether they have found the information they were looking for and whether the text met their expectations. They also file new knowledge in their memory banks.

As we have seen, the reading process is a complex one. Readers have to apply cognitive strategies at every stage: while previewing, while reading and while reflecting afterwards on their reading experience. If you take these reading strategies into account when writing, you will make the reading process faster and easier for your readers. ■

Bibliography

ADAMS, George, Jean DAVISTER and Monique DENYER. *Lisons futé : Stratégies de lecture*. Brussels: Duculot, 1998.

GIASSON, Jocelyne. *La compréhension en lecture*. 2nd ed. Pratiques pédagogiques. Montréal: Gaëtan Morin Éditeur ltée, 1996.

SASKATCHEWAN MINISTRY OF EDUCATION. *Programmes d'études : niveau élémentaire, écoles fransaskoises, domaine : lecture* (2000). http://www.sasked.gov.sk.ca/docs/francais/fransk/fran/elem/dom3.html (accessed December 9, 2009).

SMITH, Frank. *Writing and the Writer*. New York: CBS College Publishing, 1982.

Note de la rédaction
Editor-in-Chief's Note

Pour tout problème d'ordre matériel (retard, changement d'adresse, exemplaire manquant, en trop ou défectueux) :

1. Les abonnés sont priés de s'adresser aux :
   Éditions et Services de dépôt
   Ottawa (Ontario) K1A 0S5
   Téléphone : 613-941-5995 / 1-800-635-7943 — Télécopieur : 613-954-5779 / 1-800-565-7757

2. Les autres personnes qui reçoivent des exemplaires de *L'Actualité langagière* peuvent communiquer avec la Direction de la normalisation terminologique.
   Téléphone : 819-953-7120 — Télécopieur : 819-953-8443

Les manuscrits, ainsi que toute correspondance relative à la parution des textes, doivent être adressés à :

Denise Cyr
L'Actualité langagière
Normalisation terminologique
Bureau de la traduction
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone : 819-994-1035
Télécopieur : 819-953-8443
Courriel : denise.cyr@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Nous rappelons que cette publication est ouverte à tous. Nous acceptons les articles portant sur la traduction, la terminologie, l'interprétation, la rédaction, les industries de la langue, les technologies langagières et les difficultés de langue en français, en anglais ou en espagnol, dans la mesure où ces articles sont bien documentés et susceptibles d'intéresser nos lecteurs.

Les articles sont soumis à un comité de lecture. Les manuscrits rejetés ne sont pas retournés aux auteurs.

Les opinions exprimées dans *L'Actualité langagière* n'engagent que leurs auteurs.

© Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux du Canada 2010

Queries regarding matters such as delays, address changes, and missing, damaged or extra copies should be directed as indicated below:

1. Subscriber queries should be sent to:
   Publishing & Depository Services
   Ottawa, Ontario K1A 0S5
   Telephone: 613-941-5995 / 1-800-635-7943 — Fax: 613-954-5779 / 1-800-565-7757

2. Other people receiving *Language Update* copies can contact the Terminology Standardization Directorate.
   Telephone: 819-953-7120 — Fax: 819-953-8443

Manuscripts and all correspondence relating to the publication of articles should be addressed to:

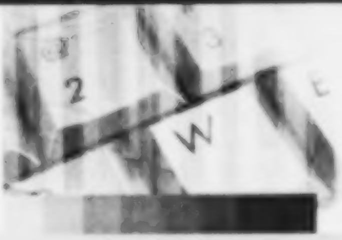
Denise Cyr
Language Update
Terminology Standardization
Translation Bureau
Public Works and Government Services Canada
Gatineau, Quebec K1A 0S5
Telephone: 819-994-1035
Fax: 819-953-8443
Email: denise.cyr@tpsgc-pwgsc.gc.ca

We would like to remind readers that this publication is open to anyone wishing to contribute. We accept articles relating to translation, terminology, interpretation, writing, the language industries, language technology and language problems in English, French or Spanish as long as the articles are well documented and of interest to our readers.

Manuscripts are reviewed by a committee. Rejected manuscripts are not returned to the authors.

The Translation Bureau is not responsible for the opinions expressed in *Language Update*.

© Minister of Public Works and Government Services of Canada 2010



L'ACTUALITÉ langagière
Language UPDATE

L'Actualité langagière, c'est

- un périodique trimestriel papier et électronique publié par le Bureau de la traduction du Canada et destiné non seulement aux langagiers, mais aussi aux rédacteurs occasionnels
- le complément par excellence des autres outils d'aide à la rédaction offerts par le Bureau de la traduction : *TERMIUM Plus*®, guides, lexiques et vocabulaires, service de consultation terminologique

Vous y trouverez

- des nouvelles de l'industrie langagière
- des renseignements pratiques sur les nouvelles terminologies dans les sphères d'activité gouvernementale
- des solutions aux problèmes de traduction et de rédaction courants
- des trucs du métier
- des chroniques sur l'évolution de l'usage
- des mini-lexiques sur des sujets d'actualité

Abonnements

Éditions et Services de dépôt
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Renseignements sur les produits et services du Bureau de la traduction

819-997-3300
Bureaudelatraduction.TranslationBureau@tpsgc-pwgsc.gc.ca
btb.gc.ca

Language Update is

- a quarterly periodical available in paper and electronic formats published by the Translation Bureau of Canada for language professionals as well as occasional writers
- an excellent source that complements the other Translation Bureau writing tools: *TERMIUM Plus*®, guides, glossaries and vocabularies, and the terminology reference service

In it you will find

- news from the language industry
- practical information on new terms used in government-related fields of activity
- solutions to common translation and usage problems
- tricks of the trade
- articles on changing usage
- miniglossaries in fields of current interest

Subscriptions

Publishing & Depository Services
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Information on Translation Bureau products and services

819-997-3300
Bureaudelatraduction.TranslationBureau@tpsgc-pwgsc.gc.ca
btb.gc.ca